

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

**La préservation de la stabilité du pays, dominante du discours électoral**

P.3

SITUATION AU MALI

**Le Conseil de sécurité de l'ONU tient une réunion d'urgence**

P.24

EN VISITE À LA 3<sup>ème</sup> RÉGION MILITAIRE

**Chanegriha : «l'ANP poursuivra l'exécution de ses "nobles missions constitutionnelles"»**

P.24

SECTEUR DE L'ÉDUCATION NATIONALE

## Le ministère poursuit la concertation et appelle à la responsabilité des partenaires sociaux

Le ministère de l'Éducation nationale a mis en garde mardi contre les retombées pouvant découler de l'appel de certains syndicats à l'organisation de mouvements de protestation et au boycott des examens de fin d'année, lesquels risquent de "compromettre les efforts de prise en charge des préoccupations du partenaire social". Le ministère a précisé, dans un communiqué, qu'"alors qu'il poursuit ses efforts en consécration du principe du partenariat social et en concrétisation des orientations de la haute autorité du pays, à travers l'organisation d'une série de rencontres, programmées du 17 au 29 mai, pour la prise en charge des revendications socio-professionnelles des affiliés aux secteurs, il a été surpris par les appels lancés par certains syndicats à l'organisation de mouvements de protestation et au boycott de tous les travaux administratifs et des examens officiels de fin d'année".

P.4

DKnews-APS



**138<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE L'EMIR ABDELKADER**

**Précurseur des valeurs universelles**

P.4

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

**Elles pourraient atteindre les 5 milliards de dollars d'ici la fin 2021**

P.6

PÉTROLE

**Le baril de Brent à 68,80 dollars à Londres**

P.7

**SANTÉ**

SOINS DU PIED

**5 choses que vos pieds disent de votre santé**

P.p 12-13

**FOOTBALL**

JS KABYLIE

**Lavagne d'accord pour prolonger, sous conditions**

P.21



DÉSINFORMATION SUR INTERNET

**Bruxelles veut des engagements plus forts**

P.17

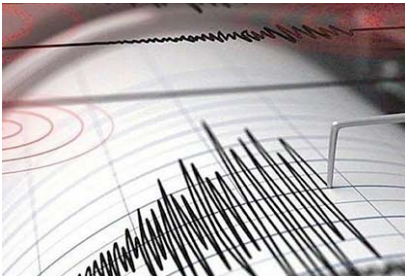
**MDN**

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

**9 narco-trafiquants arrêtés et près de 25 quintaux de kif traité saisis**

P.24

## BEJAIA Secousse tellurique d'une magnitude de 3,2



Une secousse tellurique de magnitude de 3,2 sur l'échelle de Richter a eu lieu mercredi matin à 03h03 dans la wilaya de Bejaia, a annoncé le Centre de Recherche en Astronomie Astrophysique et Géophysique (CRAAG) dans un communiqué.

L'épicentre de la secousse a été localisé à 16 km au Nord-Ouest de Melbou (wilaya de Bejaia) en mer, précise le communiqué.

## SIDI BEL- ABBES Saisie de 4.800 comprimés psychotropes

Les services de police de Sidi Bel-Abbes ont saisi 4.800 comprimés psychotropes et arrêté dix mis en cause dans deux opérations distinctes menées durant les 24 dernières heures, a-t-on appris mardi auprès de la sûreté de wilaya.

La cellule d'information et de communication de cette instance de sécurité a indiqué que la brigade mobile de la police judiciaire a saisi 2.910 comprimés psychotropes, découverts dissimulés à l'intérieur du réservoir de carburant d'un véhicule avec l'arrestation de cinq (5) individus impliqués dans l'affaire de détention de psychotropes à des fins de commercialisation.

Après une opération d'observation et de suivi de leurs mouvements, les mis en cause ont été arrêtés et 1.890 comprimés psychotropes saisis, de même qu'une somme de plus de 30.000 DA, considérée comme revenus des ventes, a-t-on fait savoir.

## ASSOCIATION DES COURS CONSTITUTIONNELLES FRANCOPHONES M.Feniche prend part au 9<sup>e</sup> congrès



Le président du Conseil Constitutionnel, Kamel Feniche prend part mardi aux travaux du 9<sup>e</sup> congrès des présidents des instances organisé par visioconférence par l'Association des Cours Constitutionnelles Francophones (ACCF), selon un communiqué du Conseil.

Le Congrès verra la participation de présidents de Conseils et Cours Constitutionnels des pays membres de l'Association, à l'instar de la France, le Bénin, le Sénégal, le Cambodge, la Belgique et le Canada.

Le Conseil Constitutionnel est depuis 2016 membre observateur de l'ACCF qui a entre autres objectifs le renforcement de l'état de droit à travers le développement de la coopération entre les instances judiciaires constitutionnelles francophones, notamment en matière de contrôle constitutionnel.

## TÉBESSA Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans la contrebande d'armes à feu



La brigade territoriale de la Gendarmerie nationale d'Elma Labiodh (wilaya de Tébessa), a réussi à démanteler un réseau criminel, composé de 11 personnes, spécialisé dans la contrebande et la vente illicite d'armes à feu à travers les frontières Est du pays, a indiqué mardi un communiqué émanant de ce corps de sécurité.

L'opération a permis la saisie de 19 fusils à pompe de petit calibre et à l'arrestation de dix (10) personnes, tandis que la onzième est en fuite, a précisé le même document.

Aussi, pas moins de 823 cartouches de différents calibres ainsi que 90 gr de kif traité ont été saisis dans le cadre de cette même opération, a ajouté le communiqué.

## CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE AFRICAINNE SUR L'ENVIRONNEMENT (CMAE) La ministre de l'Environnement à la 31<sup>e</sup> réunion du bureau de la CMAE



La ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaa, prendra part, jeudi, aux travaux de la réunion de haut-niveau de la 31<sup>e</sup> session du bureau de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), a indiqué, mercredi, un communiqué du ministère.

La ministre de l'Environnement prendra part, jeudi, par visio-conférence, à la 31<sup>e</sup> réunion du bureau de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), en sa qualité de membre du bureau, aux côtés de la République démocratique du Congo, du Sénégal et du Soudan, sous la présidence de l'Afrique du Sud.

Les participants examineront, lors de cette rencontre, les progrès importants réalisés dans le Programme de relance vert pour l'Afrique, et les recommandations essentielles issues de la réunion de la 18<sup>e</sup> session extraordinaire de la CMAE, tenue le 4 décembre 2020 par visio-conférence, concernant notamment les manifestations à organiser à l'avenir dont la 15<sup>e</sup> session de la Conférence des parties (COP15) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la 26<sup>e</sup> réunion de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP26), précise la même source.

## M'SILA Arrestation de trois individus spécialisés dans le vol de voitures



Les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention relevant de la Sûreté de la wilaya de M'sila ont arrêté, ces dernières 24 heures au chef-lieu, trois (3) individus spécialisés dans le vol de voitures et la falsification de documents, a-t-on appris mercredi auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Agissant sur la base de renseignements faisant état de l'activité suspecte d'un réseau composé de trois individus âgés entre 25 et 32 ans et originaires d'une wilaya limitrophe à celle de M'sila, les services de police ont procédé à leur arrestation, a-t-on précisé de même source.

Après perquisition du domicile du membre principal du réseau, les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention ont procédé à la saisie d'un véhicule volé, déclaré antérieurement au niveau des services de police, a-t-on expliqué.

## BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (BADR) Ouverture à Tipaza d'un troisième guichet de finance islamique



La Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) a annoncé hier dans un communiqué l'ouverture de son troisième guichet de la Finance Islamique au niveau de l'agence principale 448 au chef lieux de la wilaya de Tipaza (Cité administrative en face la wilaya), le jeudi 27 mai à partir de 10h<sup>h</sup>.

Les 14 produits proposés sont répartis en deux grandes catégories, la première concerne les produits d'épargne et de placements de fonds (le compte chèque islamique, le compte courant islamique, le livret épargne islamique, le livret épargne islamique "Istithmari", le livret épargne islamique "Istithmari Fellah" et le livret épargne islamique "Achbal") alors que la seconde catégorie concerne les produits de financement (Mourabaha matériel roulant, Mourabaha exportation, Mourabaha travaux, Mourabaha ghelatti, Mourabaha matière première, Mourabaha production agricole, Mourabaha équipements professionnels, Mourabaha marché public), a ajouté le communiqué.

PREMIÈRE SEMAINE DE LA CAMPAGNE DES LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

## Appel à la préservation de la stabilité du pays, dominante du discours électoral

La préservation de la stabilité du pays et l'appel à une participation "massive" aux élections législatives du 12 juin prochain sont les maîtres mots ayant dominé le discours des candidats des partis politiques et des listes indépendantes, durant la première semaine de la campagne électorale.

Dès l'entame de la campagne, le président du Front de la nouvelle Algérie (FAN), Djamel Benabdeslam, a donné le "la" en affirmant que la participation de sa formation aux prochaines législatives traduisait "son souci de contribuer à l'édification de la nouvelle Algérie et à la préservation de sa stabilité". Lui emboitant le pas, le président du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid, a déclaré que la conjoncture internationale et régionale "requiert de la sagesse et de la clairvoyance pour préserver la cohésion, l'unité et la force de l'Algérie", exhortant les Algériens à se mobiliser pour "faire face aux menaces et complots visant à déstabiliser le pays". D'autres partis et candidats ont estimé, pour leur part, que pour faire face aux menaces de "déstabilisation" qui menacent le pays, il faut se rendre "massivement" aux urnes le jour du scrutin.

Le président de Jil Jadid, Soufiane

Djilali, a, lors d'un meeting animé à Batna, indiqué que "le changement est inéluctable à travers une participation forte aux élections".

La participation des citoyens à ce rendez-vous électoral, estime le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, "contribuera à la construction d'une Algérie unie" et constituera une "réponse à tous ceux qui veulent porter préjudice au pays".

Dans le même sillage, le président du Mouvement El-Islah, Fillali Ghouni, a affirmé, depuis Relizane, qu'une participation "massive" aux élections législatives du 12 juin, permettrait d'élire un Parlement "légitime et fort" avec des jeunes "nationalistes" et "compétents". Pour le parti du FLN, cette échéance constitue "le seul moyen qui permettra au peuple algérien d'exercer sa souveraineté et la démocratie". De son côté, le président du FAN a estimé qu'il fallait restaurer la confiance des citoyens pour élire une

Assemblée populaire nationale "jouissant de la légitimité et du soutien populaires". Le programme électoral du parti Tajamoue Amel al Jazair (TAJ) repose également sur la "restauration de la confiance entre citoyens et le Pouvoir", a souligné sa présidente, Fatma-Zohra Zerouati, lors d'un meeting à Alger, estimant que sa concrétisation n'est possible qu'après "la rupture avec les anciennes pratiques".

Les candidats indépendants en lice pour les législatives du 12 juin disent, eux aussi, vouloir apporter leur contribution au changement en proposant des programmes de développement dans différents secteurs, en vue d'améliorer les conditions de vie de populations.

Menasri Cheikh, un candidat sur la liste indépendante "Pour les constantes de la Nation", dans la wilaya de Tamanrasset, a dit miser sur l'investissement dans le capital humain à travers "la mise en place d'un cadre

juridique et réglementaire, et la création d'établissements de formation en vue d'améliorer les rendements attendus de la ressource humaine activant au sein des institutions publiques et privées".

Pour Amina Abdelouahab, médecin spécialiste en cancérologie et candidate sur la liste indépendante "Ahrar Dzair", a indiqué que parmi les points les plus importants du programme électoral de la liste figure "la contribution à la réforme du système de santé et des prestations hospitalières", à travers la proposition d'un "système juridique approprié".

Le programme électoral de la liste indépendante "El Djazair Amana", prévoit, lui, "des projets dans tous les domaines qui concernent la vie quotidienne du citoyen algérien", notamment "l'amélioration des soins et des conditions de vie", a souligné le candidat Mourad Abacha. La liste indépendante "El Hisn El-Matine", quant

à elle, focalise sur le secteur économique en préconisant l'amendement de la nouvelle loi sur les hydrocarbures et la révision des lois régissant l'activité économique du pays. D'autres listes indépendantes, à l'instar de la liste (Najah) de Saïda, et (Sawt Chabab Al-Ahrar) dans la wilaya de Mila, font de la relance du secteur de l'investissement, de l'agriculture et du tourisme dans leurs wilayas respectives, leur cheval de bataille au sein de la future Assemblée. Dans le but d'assurer une campagne électorale sans "dépassements" qui se déroule dans le respect des dispositions du nouveau code électoral, les représentants des partis politiques et des listes indépendantes avaient signé le 18 mai dernier une Charte d'éthique des pratiques électorales, qualifiée par le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, de "règles d'éthique devant régir l'action politique".

## La presse nationale s'intéresse à la "qualité" et au "contenu" du discours électoral

Les titres de la presse nationale paraissant ce mercredi sont revenus dans leurs commentaires sur la "qualité" et le "contenu" du discours électoral proné par les différents candidats, au terme de première semaine de la campagne électorale pour les législatives du 12 juin prochain, marquée par "un rythme soutenu". Sous le titre "Les candidats enclenchent le deuxième souffle", le quotidien l'Expression a relevé que la campagne électorale est marquée par un rythme soutenu, soulignant que les candidats "dans une dynamique sans faille, redoublent d'efforts pour convaincre les citoyens de l'importance de ce rendez-vous électoral". Le même journal a relevé qu'"aucun incident n'est à signaler du côté des meetings qui semblent se dérouler de manière paisible et ordinaire", s'interrogeant à ce propos si "ces élections connaîtront un meilleur taux de participation comparativement aux précédentes". Horizons qui dresse un bilan d'une semaine de campagne électorale, a relevé dans son commentaire que les candidats "redoublent d'efforts sur le terrain, (sur) les différents supports médiatiques et les réseaux sociaux pour mener à bien leur opération de conviction auprès des électeurs". Dans le même commentaire, ce quotidien met en garde contre "la démagogie" et le "populisme" qui marquent le discours de certains candidats, faisant observer à cet effet que "le populisme est le plus dangereux des narcotiques, le plus puissant des opiums pour endormir et anéantir l'intelligence, la culture, la patience et l'effort conceptuel". El Moudjahid a relevé qu'à l'entame de la deuxième semaine de campagne électorale, "des partis et des candidats ont souligné l'opportunité qu'offre ce rendez-vous pour amorcer un changement au profit du citoyen", notant que ces candidats "s'adressent au public à la recherche d'une audience à conquérir, des électeurs à convaincre en ne négligeant aucun détail".

Le même tabloïd s'est attardé dans son éditorial sur "l'atout jeunesse" des ces élections, faisant observer que "ces élections se distinguent par une implication massive des jeunes postulants à la députation". En revanche, le Jeune Indépendant a focalisé sur les jeunes candidats issus des listes des indépendants, lesquels "manquent de moyens logistiques" et "d'expérience dans la pratique politique", estimant qu'il s'agit "d'écueils

ayant entravé le bon déroulement de la campagne pour ces néophytes de la politique".

La même publication a noté que "le jeu s'avère différent pour les candidats indépendants activant déjà dans des espaces structurés à l'image des membres des Organisations professionnelles et du mouvement associatif". Le quotidien arabe Echorouk a consacré ses pages intérieures aux déclarations des leaders des formations politiques qui continuent d'investir le terrain pour animer des meetings populaires ou effectuer des activités de proximité, soulignant que ces chefs de parti et candidats indépendants s'évertuent à expliquer leurs programmes électoraux dans l'espoir de glaner le maximum de voix en prévision du scrutin du 12 juin prochain.

En ce sens, le tabloïd a relevé, à travers les sorties des candidats, que "la prochaine échéance électorale constitue une opportunité pour recouvrer la confiance des citoyens vis-à-vis d'une

institution comme l'Assemblée populaire nationale, mais à condition de mettre fin à l'ère de la majorité parlementaire".

De son côté, le quotidien Al Khabar a considéré que le contenu du discours développé par les différents candidats est "obsolète" et "loin du débat politique et intellectuel", estimant que ce discours est plutôt basé sur "l'aspect sensationnel".

La même publication s'est intéressée aux affiches et slogans de certains candidats et a relevé dans le même sillage des "dépassements" dans la gestion de la campagne électorale. Le quotidien El Massa a relevé pour sa part que le souci majeur des candidats semble être la forte participation des électeurs au scrutin du 12 juin prochain afin d'apporter leur soutien et concours à la stabilité du pays et participer au développement de l'économie nationale.

Le journal a en outre consacré ses pages in-

terérieures aux activités des candidats qui multiplient leurs descentes sur le terrain à la rencontre des citoyens pour les convaincre de la nécessité d'élire une Assemblée "forte" pour opérer le changement auxquels ils aspirent.

El-Masaa s'est également intéressée à l'ambiance qui règne au sein des permanences des partis et des candidats, faisant observer "la forte présence des jeunes candidats". Pour le quotidien Echaab, le contenu des programmes électoraux des candidats issus des listes indépendantes est axé beaucoup plus sur la compétence et la ressource humaine afin de parvenir au changement tant souhaité, estimant que cet objectif ne peut pas se réaliser sans une forte participation aux élections.

Le journal Echaab estime à cet effet que les jeunes candidats incarnent l'Algérie nouvelle, notant que ces mêmes jeunes ont souffert "d'exclusion de la vie politique pendant des décennies".

## Appel à une forte participation pour contrecarrer les complots fomentés contre le pays (presse oranaise)

Les quotidiens paraissant à Oran ont axé, dans leurs éditions du mercredi, sur l'appel aux citoyens à une participation en force aux prochaines élections législatives afin « contrecarrer les complots ordonnés contre l'Algérie. » « El Djoumhouria » a consacré un dossier au rendez-vous du 12 juin prochain soulignant que les animateurs de la sixième journée de la campagne électorale étaient unanimes à mettre en exergue « la nécessité d'une forte participation au vote afin de contrecarrer les complots fomentés par plusieurs parties afin d'entraîner le pays dans la spirale de l'instabilité et de l'insécurité. » « Les différents partis politiques et les représentants des listes indépendantes ont réaffirmé l'importance de ce scrutin considéré comme un réel virage dans la vie politique nationale pour mettre en place des institutions légitimes issues de la volonté et du choix populaires », a relevé en outre le journal. Par ailleurs, « El Djoumhouria » a consacré cinq pages entières au déroulement de la campagne électorale et rapporté les différentes déclarations des candidats et des responsables des partis qui ont rappelé que les prochaines législatives « constituent une opportunité pour une amélioration du climat politique, un renforcement de la démocratie participative et un changement total. »

Pour sa part, « Cap Ouest » a fait état du meeting animé à Tiaret par Fatima Zohra Zerouati, président du parti TAJ, au cours duquel elle a appelé à forte participation au rendez-vous du 12 juin et souligné que ce scrutin est « une étape dans la constitution de l'Algérie nouvelle. » « Cap Ouest » a également fait état des visites surprises des représentants de l'ANIE aux lieux des meetings pour s'assurer du respect des gestes barrières pour lutter contre la propagation de la pandémie sanitaire du Covid-19. De son côté, « Ouest Tribune » a évoqué, dans un éditorial intitulé « Le désir d'un changement », les activités des jeunes candidats durant cette campagne électorale, estimant que ces colistiers « investissent la scène politique avec des idées novatrices et sincères pour opérer le changement. » « La présence de ces jeunes candidats est un signe d'un changement certain au sein de la prochaine APN sur les plans de sa composante humaine », écrit l'auteur de l'éditorial. Enfin, le journal « Le Patriote » rapporte le déroulement de la campagne électorale, soulignant que les candidats « préfèrent les réseaux sociaux pour présenter leurs programmes électoraux et susciter l'intérêt des électeurs. » Ce titre de la presse régionale a également signalé le « peu d'engouement des candidats à ouvrir des permanences pour accueillir leurs sympathisants et les citoyens. »

## Les activités de proximité dominent (presse régionale)

La majorité des quotidiens, édités dans l'Est du pays ont rapporté dans leur livraison de mercredi que les activités de proximité menées par les partis politiques et les listes indépendantes ont dominé la première semaine de la campagne électorale en prévision des législatives du 12 juin prochain.

La publication An-nasr, d'expression arabe, éditée à Constantine, a consacré à cet effet un article intitulé : "L'effort individuel et les activités de proximité dominent la première semaine de la campagne électorale". Le rédacteur de l'article consacré à l'évaluation d'une semaine de campagne électorale a souligné que les

candidats pour la prochaine Assemblée populaire nationale "bouclent une première semaine de campagne électorale" et sont tous prêts à "intensifier le travail de terrain pour attirer les électeurs" et remporter le plus grand nombre de sièges dans la prochaine APN. Selon l'auteur de l'article, les animateurs de la campagne électorale ont été "unanimes" à dire que celle-ci se distingue par rapport aux campagnes précédentes, en raison de "l'effort individuel que déploient les candidats, le recours au contact direct avec les électeurs à travers les activités de proximité, en plus de la présence remarquée de jeunes

hommes et femmes sur les listes électorales".

An-nasr a également relayé l'essentiel des meetings animés par les responsables des partis politiques à travers les wilayas de l'Est du pays, dans le cadre de la campagne électorale. De son côté, la publication "L'Est Républicain", éditée à Annaba, a consacré un espace important à la campagne électorale pour les prochaines législatives, soulignant que les partis politiques et les indépendants plaident, à travers leurs programmes présentés pour l'échéance électorale du 12 juin prochain, en faveur du soutien à la production locale et les Start-up, de l'égalité des

chances, la création d'un climat encourageant les affaires et motivant les investisseurs locaux et étrangers, et le soutien au développement dans les wilayas du Sud.

De leur côté, le quotidien d'expression arabe "El Raya", édité à Batna, et "Seybouse Times", d'expression française, édité à Annaba, ont zoomé sur "l'intérêt accordé par la presse nationale à la présence remarquable des jeunes dans les listes électorales des prochaines législatives". Aussi, le quotidien d'expression arabe "Assarih", édité à Annaba, a publié en page 2 un article sous le titre "Sixième jour de la campagne électorale : la réussite des

législatives et le développement, axes essentiels des discours des animateurs de la campagne électorale". Pour sa part, "Le Quotidien de Constantine" a relayé dans son évaluation de la première semaine de la campagne électorale que "ceux qui aspirent décrocher des sièges à la prochaine Assemblée populaire nationale se sont concentrés dans leurs discours sur le volet politique". Pour la même publication d'autres animateurs de cette campagne électorale ont "négligé" le volet économique considérant que "les causes de la crise économique que traverse le pays sont politiques".

## EDUCATION NATIONALE

## Le ministère met en garde contre les retombées de l'appel de certains syndicats au boycott des examens de fin d'année

Le ministère de l'Education nationale a mis en garde mardi contre les retombées pouvant découler de l'appel de certains syndicats à l'organisation de mouvements de protestation et au boycott des examens de fin d'année, lesquels risquent de "compromettre les efforts de prise en charge des préoccupations du partenaire social".



Le ministère a précisé, dans un communiqué, qu'"alors qu'il poursuit ses efforts en consécration du principe du partenariat social et en concrétisation des orientations de la haute autorité du pays, à travers l'organisation d'une série de rencontres, programmées du 17 au 29 mai, pour la prise en charge des revendications socio-professionnelles des affiliés aux secteurs, il a été surpris par les appels lancés par certains syndicats à l'organisation de mouvements de protestation et au boycott de tous les travaux administratifs et des examens officiels de fin d'année". La tutelle a prévenu que "ces mouvements de protestation risquent de perturber le bon fonctionnement du service public et des établissements éducatifs" et de "compromettre les efforts de prise en charge des revendications soumises par le partenaire social et constituer une infraction aux lois de la République", précise le communiqué. Et de relever que

ces appels coïncident avec le début des rencontres organisées sous l'égide du ministre de l'Education nationale et auxquelles tous les syndicats agréés ont été invités, rappelant que ces réunions constituent "le cadre juridique et l'unique voie de règlement des problèmes socio-professionnels soumis". Aussi, le ministère a-t-il fait part de son étonnement et de son mécontentement à l'égard de ces appels qu'il fustige et qu'il qualifie de violation flagrante et d'infraction à tous les cadres juridiques en vigueur.

Le ministère a également rappelé que les travaux administratifs se rapportant à la fin de l'année et la participation à l'organisation et à l'encadrement des examens officiels "sont des devoirs juridiques auxquels sont soumis les employés et les travailleurs du secteur en vertu de textes législatifs et réglementaires".

La tutelle précise, à ce propos, que le non respect de

ces textes aurait des préjudices "qui torpilleraient les efforts de toute une année scolaire de travail collectif assuré par la famille éducative notamment en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle que traverse le pays". L'irrespect pour ces décisions "hypothéquerait le devenir des élèves candidats à des examens décisifs", et serait considéré comme "contraire aux lois de la République".

C'est pourquoi le ministère appelle ses personnels à "s'unir et se serrer les coudes pour faire respecter l'autorité de l'Etat conformément aux lois et réglementations en vigueur", tout en les exhortant à "faire preuve de prudence et de vigilance et à ne pas se laisser induire par les appels suscités". Les syndicats signataires ont appelé au respect du référent promulgué par le tribunal administratif d'Alger le 24 mai courant, portant interruption de l'organisation d'un sit-in devant le ministère de l'Education nationale prévue mercredi à 11h, mais éga-

lement de toute acte pouvant entraver le fonctionnement du secteur du point de vue pédagogique et administratif jusqu'à la tenue du procès inscrit auprès de la même instance", précise le communiqué. Le ministère réitère "son engagement à aller de l'avant, sous la supervision des hautes autorités du pays, dans la poursuite du dialogue sérieux et franc avec l'ensemble des partenaires sans exclusion ni discrimination aucune", le but étant de prendre en charge les préoccupations soulevées "et dont le traitement a été entamé sur le terrain", à l'instar de la prise en charge des arrêts cumulés depuis des années, des diplômés des ENS, ou encore l'élection des commissions de wilayas des œuvres sociales. La tutelle s'est engagée à poursuivre le traitement des dossiers "selon une approche équilibrée et progressive" dans le cadre du respect des textes réglementaires en vigueur, a conclu la même source.

## COMMÉMORATION DE LA MORT DE L'EMIR ABDELKADER

## Précurseur des valeurs universelles

Le rôle de précurseur des valeurs universelles, associées souvent à la civilisation occidentale, ont valu à l'humaniste Emir Abdelkader une notoriété mondiale et une reconnaissance sans cesse renouvelée, après plus d'un siècle de son décès, a affirmé mercredi à l'APS la secrétaire générale de la Fondation Emir Abdelkader, Zohour Assia Boutaleb.

"L'Emir Abdelkader, fondateur de l'Etat algérien contemporain, était un résistant chevaleresque à l'invasion coloniale, mais aussi et surtout un grand savant, croyant, fondateur du dialogue inter-religieux, soufi, poète et pionnier du droit humanitaire et des droits de l'homme", a déclaré Mme Zohour, précisant que ces valeurs lui ont valu des témoignages d'intérêt et reconnaissances sans cesse renouvelés.

En effet, l'Emir Abdelkader, qui a combattu le colonisateur français pendant 17 ans (à partir de 1832 alors qu'il n'avait que 24 ans), a pris l'initiative de rédiger un règlement dans lequel il imposa à ses soldats le respect absolu des prisonniers français, et ceci bien avant les conventions modernes relatives au droit humanitaire qui datent de 1949. a-t-elle affirmé, à l'occasion de la commémoration du décès de l'Emir Abdelkader (26 mai 1883).

Les valeurs d'humanisme qu'incarnait l'Emir Abdelkader ont ainsi été reconnues par les plus grands dignitaires et hommes d'Etat de cette époque à l'image du président Abraham Lincoln, de la Reine Victoria, de Napoléon III, du Sultan Abdulmejid 1 et du Tsar Alexandre II, qui lui ont décerné des décorations et autres honneurs.

Des hommages appuyés ont été également rendus à l'Emir par des hommes de lettres comme Rimbaud, Victor Hugo, Robert Browning et William Trackeray pour sa pensée et ses actions humanitaires avant même la fondation du mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Sa notoriété et son humanisme avant-coureur notamment ont valu à l'Emir qu'une ville de l'état de l'Iowa aux Etats-Unis d'Amérique porte son nom, comme aussi des places et des avenues, de Mexico à l'île de la Réunion, d'Alger à Paris, d'Amboise à Bordeaux, à Pau, à Caracas, à Damas et Brousse. Mme Boutaleb a rappelé, en outre, qu'Henri Dunant, considéré comme le fondateur, en 1863, du mouvement de la Croix-Rouge internationale, s'est aussi référé à l'humanisme qu'incarnait l'Emir Abdelkader dans une correspondance. "Ainsi, on a coutume d'associer l'émergence du droit humanitaire avec la création de la Croix-Rouge par Henry Dunant en 1863. On oublie cependant que ce dernier, qui a fait de longs séjours en Algérie, n'a pu ignorer que dès 1843, l'Emir a fait adopter à un congrès de 300 dirigeants de la résistance, en pleine guerre, son code pour la protection des prisonniers", a-t-elle relevé. Ce code révolutionnaire a interdit la torture et les mauvais traitements et banni l'exécution des prisonniers français désarmés. Les prisonniers de guerre devaient, ainsi, être traités avec humanité, quelle que soient leur religion ou leur nationalité. "De même, on a tendance à associer l'initiative de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 aux occidentaux, mais on ne se remémore pas toujours le fait que ce concept fut institué, neuf décennies plus tôt (en 1860), par l'Emir Abdelkader quand il était en exil en Syrie pour sauver les minorités chrétiennes (plus de 12000 personnes), vouées à une extermination certaine, lors des événements de Damas", a-t-elle fait observer. Mme Boutaleb a cité, à ce propos, des observateurs étrangers qui demandèrent à l'Emir pourquoi il avait pris de tels risques pour sauver des chrétiens, alors que c'était aussi des chrétiens qui avaient envahi et mis à feu et à sang son pays l'Algérie. L'Emir a répondu qu'il avait combattu les troupes françaises 17 années durant, non pas parce qu'elles étaient chrétiennes, mais du fait qu'elles avaient envahi son pays. Quant aux sauvetages des chrétiens en Syrie, il s'était simplement conformé aux enseignements de l'islam, et avait agi dans le respect des droits de l'humanité. Natif de Mascara (6 septembre 1808), l'Emir Abdelkader est le troisième enfant de Mahieddine, chef de la confrérie de la Qadiriyya, qui a lui-même combattu les troupes françaises dès leurs premières incursions dans l'Ouest algérien en 1831. Il apprend les sciences religieuses, la langue et la littérature arabe, les mathématiques, l'astronomie, l'histoire et la philosophie. Platon, Aristote, Al-Ghazali, Ibn Rochd (Averroès) et Ibn Khaldoun lui sont familiers. Il est âgé de 24 ans lorsqu'il est présenté par son père, le 27 novembre 1832, aux tribus Hachem Beni-Amer. Proclamé Emir, il sera "le Commandeur des croyants", ce qui lui a conféré un pouvoir temporel et une autorité spirituelle. Commence alors pour lui une longue période marquée par son combat contre l'occupant.

APS

## Poursuite des rencontres bilatérales pour la révision des statuts du secteur

Les séances de travail bilatérales réunissant l'Education nationale et des représentants des syndicats tenues dans le cadre de la série des rencontres entamées depuis le 17 mai en cours, se sont poursuivies mardi pour débattre de la révision des statuts du secteur, a indiqué le ministère dans un communiqué. Dans le cadre de la continuité des séances de travail bilatérales réunissant la tutelle et les organisations syndicales agréées, en exécution des orientations du président de la République, "le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout poursuit, au siège de son département, les rencontres avec des représentants des syndicats afin de débattre des dispositifs et

mécanismes de révision des statuts du secteur", précise la même source. Le ministre s'est entretenu avec les représentants du Conseil national autonome des directeurs de lycées (CNADL), du syndicat national des directeurs d'écoles primaires (SNADEP) et du syndicat national autonome des conseillers de l'Education (SNACE). La série des rencontres est consacrée à "la révision des questions à caractère socioprofessionnel, et traduit une réelle volonté de jeter les bases d'une nouvelle approche qui fait prévaloir la politique du dialogue et de la concertation dans le traitement des préoccupations, et vise également à débattre et échanger les vues au sujet des questions d'ordre pédagogique dans un

climat de confiance et de respect mutuels". Ces rencontres interviennent, comme l'a précisé auparavant le ministre du secteur, dans le cadre d'une démarche visant à consacrer "le principe du partenariat avec tous les partenaires du secteur", à travers l'organisation d'une série de rencontres collectives et bilatérales les dernières en date étant celles tenues du 29 avril au 06 mai 2021. Il a en outre fait savoir que "le ministère est ouvert à toutes les approches et propositions qui seront présentées par les syndicats en vue de trouver les mécanismes et les modalités permettant la révision des statuts de façon à satisfaire tous les représentants des personnels du secteur".

## MÉDÉA Plusieurs structures scolaires lancées "prochainement" en réalisation

Plusieurs structures éducatives seront lancées "prochainement" en réalisation, à travers différentes localités de la wilaya de Médéa, en vue de renforcer le parc scolaire et couvrir des zones enclavées dépourvues en structure d'accueil, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya.

Ce nouveau programme de réalisation concerne, selon la même source, plus de 40 structures, couvrant les trois paliers, est appelé, une fois concrétisé, à faire face à la demande croissante en places pédagogiques, notamment au niveau des agglomérations urbaines à forte concentration d'habitants. Les zones enclavées du nord-est, l'est et le sud de la wilaya, qui accusaient un déficit en matière de structures d'accueil des élèves du pre-



mier palier (primaire) vont également bénéficier de ce programme, de sorte à assurer aux enfants de suivre un enseignement de base et réduire, surtout, de déper-

dition scolaire au niveau de ces zones, a-t-on signalé. Ainsi, il est prévu de doter, d'ici deux ans, le secteur de l'Éducation de 21 nouveaux groupes scolaires, qui seront im-

## BORDJ BOU ARRERIDJ Saisie de plus de 55.000 comprimés psychotropes

La brigade de recherche et d'intervention (BRI) du service de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Bordj Bou Arreridj a saisi 55.824 comprimés psychotropes et arrêté une pharmacienne et son conjoint, a-t-on indiqué mardi à la cellule de communication de ce corps de sécurité.

L'opération a permis la saisie de 187 flacons de substances anesthésiques, trois factures, trois bons de commande ainsi que 46 photocopies d'ordonnances médicales, a précisé la même source. La concrétisation de cette opération, faisant suite aux investigations effectuées par les éléments de la même brigade, a contribué

à l'arrestation de ces deux individus et à la saisie de cette quantité de médicaments psychotropes, a-t-on souligné.

Après le parachèvement des procédures réglementaires, les personnes mises en cause ont été présentées devant le parquet local pour "exercice illicite d'une profession de santé", "stockage et transport de médicaments sans autorisation" et "vente de comprimés psychotropes de manière illégale", a-t-on affirmé.

Le conjoint de la pharmacienne a été mis sous mandat de dépôt, tandis que c'est la dernière a été mise sous contrôle judiciaire, ont signalé les services de la sûreté de wilaya, a-t-on conclu.

## ENSEIGNANTES AGRESSÉE À BORDJ BADJI-MOKHTAR La plupart des revendications des partenaires sociaux satisfaites

L'inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale (MEN), Mustapha Benzemrane, a affirmé, mardi à Adrar, que la plupart des revendications soulevées par le partenaire social lors de la rencontre de concertation avec la délégation ministérielle, sur fond de protestation contre l'agression des enseignantes de Bordj Badji-Mokhtar, ont été satisfaites.

S'exprimant lors d'une conférence de presse au siège de la wilaya, M. Benzemrane a indiqué, qu'à la suite également de la rencontre avec les enseignantes concernées et leurs parents, ont été toutes satisfaites, en coordination avec les autorités et les directeurs de l'Éducation des wilayas d'Adrar et de Bordj Badji-Mokhtar, leurs doléances liées aux aspects matériel, socioprofessionnel, sanitaire et psychologique.

"Une satisfaction quant au large élan de solidarité déclenché à leur adresse et à la prise en charge sérieuse de leurs revendications objectives par le ministère de tutelle, a été perçue chez les enseignantes qui ont, de leur côté, refusé toute exploitation de leur cause à d'autres fins", a-t-il ajouté. La délégation du MEN conduite par l'inspecteur général a tenu une rencontre avec les représentants de 18 syndicats locaux dans le cadre d'un dialogue franc et sérieux, à la lumière des revendications soulevées par les différents syndicats activant dans les wilayas d'Adrar, Bordj Badji-Mokhtar et Timimoun qui ont, dit-il, "fait montre d'un esprit responsable et ont fait prévaloir l'intérêt général".

Les discussions et concertations ont donné lieu à la prise en charge de la plupart des revendications soulevées, englobant la protection sécuritaire des staffs enseignants et administratifs opérant dans la région de Bordj Badji-Mokhtar, surtout que le secteur est à la veille des examens nationaux, a-t-il ajouté.

À ce titre, les autorités de la wilaya d'Adrar, en coordination avec leurs homologues de Bordj Badji-Mokhtar, se sont engagées à assurer la protection sécuritaire nécessaire aux travailleurs et enseignants dans la région, à travers notamment la protection de tous les établissements éducatifs et des résidences rattachées, et ce avec

le concours des services sécuritaires. Le représentant du MEN a évoqué, par ailleurs, les mesures entreprises par les instances judiciaires en matière d'enquête sur l'agression des enseignantes et d'arrestation des suspects et leur présentation à la justice, ainsi que de la poursuite de l'instruction de l'affaire, selon le communiqué du parquet de la Cour de justice d'Adrar.

S'agissant de la question de la prise en charge du transport par voie aérienne, soutenu de et vers la wilaya de Bordj Badji-Mokhtar, au vu de l'éloignement de la région et de l'absence de route revêtue et de transport public terrestre, M. Benzemrane a fait savoir que le ministère de tutelle soumettra cette doléance aux instances concernées de l'État, tout en annonçant l'engagement de la wilaya d'Adrar à prendre en charge totalement le transport (aller et retour vers Bordj Badji-Mokhtar) et le séjour des personnels réquisitionnés pour l'encadrement des examens nationaux.

Pour ce qui est de consacrer un groupement de logements de fonction pour le personnel du secteur de l'Éducation, le MEN œuvrera, en coordination avec les autorités des wilayas d'Adrar et Bordj Badji-Mokhtar, en vue de dégager des logements d'astreinte et des résidences pour les enseignants venant hors wilaya de Bordj Badji-Mokhtar, à également fait savoir M. Benzemrane.

Sur un autre chapitre, la priorité sera accordée, en matière de recrutement dans les différents corps du secteur de l'Éducation, aux résidents dans cette wilaya frontalière, selon les dispositifs réglementaires en vigueur organisant les examens et concours.

L'inspecteur général du MEN a salué, en outre, l'élan de solidarité au sein de la corporation de l'éducation, au niveau local et national, exprimant le rejet de toute atteinte à la dignité de l'enseignant et des travailleurs du secteur.

Il a rappelé à l'attention des parents d'élèves la décision du ministre de l'Éducation nationale concernant les contenus des examens scolaires nationaux, qui seront arrêtés sur la base des matières enseignées aux élèves en présentiel avec leurs enseignants.

Il a rassuré, par la même occasion, de la détermination du MEN à assumer pleinement ses responsabilités dans l'organisation de ces examens dans un cadre serein, avec la contribution de la société civile qui s'est montrée solidaire, avant de saluer les efforts des autorités locales, des services sécuritaires et de la société civile dans les wilayas d'Adrar et Bordj Badji-Mokhtar dans le règlement des problèmes du secteur de l'Éducation, pour le bien de l'école algérienne.

Les syndicats ayant pris part à la rencontre ont, dans un communiqué commun dont l'APS détient une copie, insisté sur l'exécution du contenu du procès-verbal des négociations signé par le ministère de tutelle et le partenaire social.

Ils ont aussi fait part de l'engagement de la délégation ministérielle à soulever aux hautes autorités la doléance liée à l'édiction d'une loi criminalisant l'agression des éducateurs.

## ILLIZI Les perspectives d'exportation via Debdeb au cœur d'une rencontre avec les opérateurs économiques

Les perspectives d'exportation via le poste frontalier terrestre de Debdeb (Illizi) et les voies de commercialisation du produit algérien sur le marché africain ont été au cœur d'une rencontre, mardi à Debdeb, avec des opérateurs économiques affiliés à la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA), ont indiqué les organisateurs.

La rencontre, à laquelle ont assisté le wali délégué et le président de l'Assemblée populaire de la commune de Debdeb, a permis de passer en revue, en présence des membres de la CIPA, les différents aspects et mécanismes susceptibles de contribuer à la promotion des échanges commerciaux avec les pays africains, à la faveur de la création d'espaces d'investissement industriel et l'ouverture d'antennes bancaires dans la région pour attirer les investisseurs et encourager les exportations, a souligné le président de la CIPA, Abdelwahab Ziari.

Retenue au titre des objectifs du Gouvernement pour relever les défis économiques actuels et futurs, cette démarche stratégique tend à créer un environnement d'investissement productif à l'échelle régionale à même de contribuer à l'augmentation des exportations hors-hydrocarbures et des ressources financières en devises et à la résorption du chômage dans la région, a-t-il expliqué.

La délégation de la CIPA, en marge de cette rencontre, s'est enquis de la situation de l'investissement dans la région, à travers une sortie à la zone d'activités, en cours de réalisation pour une coût d'un (1) milliard DA sur une superficie de 64 ha, totalisant 68 parcelles. Tenue parallèlement aux préparatifs d'inauguration du poste frontalier terrestre de Debdeb via la Libye, cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle vision économique prônée par la CIPA avec les partenaires et acteurs économiques, en vue de mettre en œuvre un programme "efficient" d'exportation hors-hydrocarbures, conformément aux orientations des pouvoirs publics.

## GHARDAIA Incendie dans un hangar du parc Communal

Un incendie s'est déclaré lundi dans un des hangars du parc communal, situé dans le quartier péri-urbain de Bouhraoua à Ghardaia, indique-t-on dans un communiqué de la protection civile.

L'intervention rapide des équipes de sapeurs-pompiers a permis de circonscrire le feu et maîtriser l'incendie sans faire de victimes ni de blessés, seulement des dégâts matériels limités ayant touché un stock d'ordinateurs, de climatiseurs, de tables hors d'usage et une dizaine de vélos, quatre motos et un véhicule ainsi que des transformateurs usités, a-t-on précisé, relevant que les sapeurs-pompiers ont pu sauver d'autres hangars et du matériel roulant des flammes. Une enquête a été ouverte par les autorités compétentes afin de déterminer les causes exactes de l'incendie.

## MÉDÉA Lancements des projets de structures éducatives

Les chantiers de réalisation de plusieurs structures éducatives seront lancés "prochainement" à travers différentes localités de la wilaya de Médéa en vue de renforcer le parc scolaire et couvrir des zones enclavées dépourvues en structure d'accueil, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Ce nouveau programme qui concerne plus de 40 structures couvrant les trois paliers, est appelé, une fois concrétisé, à faire face à la demande croissante en places pédagogiques, notamment au niveau des agglomérations urbaines à forte concentration d'habitants. Les zones enclavées du nord-est, l'est et le sud de la wilaya, qui accusaient un déficit en matière de structures d'accueil des élèves du premier palier (primaire) vont également bénéficier de ce programme, de sorte à assurer aux enfants un meilleur enseignement de base et réduire, surtout, la déperdition scolaire au niveau de ces zones, a-t-on signalé.

## ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ L'ANADE accepte 283 dossiers pour le remboursement de plus de 44 Mds de centimes

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) a accepté 283 dossiers d'entreprises en difficulté, relatifs au remboursement de plus de 44 milliards de centimes et ce, après l'examen de 500 dossiers déposés par des représentants des banques, a indiqué mardi un communiqué de l'ANADE.

La même source indique qu'aujourd'hui au siège de l'ANADE, a été tenue une 6e séance de travail de la commission de Garantie, composée de représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes prometteurs et de l'ANADE chargée de l'examen de ces dossiers, avec la programmation de séances chaque semaine et l'examen de pas moins de 500 par séances.

Lors de la séance tenue aujourd'hui, le traitement de 212 dossiers a été reporté, car les entreprises en question sont toujours en activité.

Il s'agit donc de les accompagner par l'ANADE par un rééchelonnement de leurs dettes à la faveur de plans de charges pour la relance de leurs activités. La même source fait état, également de la régularisation définitive de deux dossiers par des propriétaires de micro-entreprises à travers le paiement de leurs créances auprès des banques et de l'Agence.

Trois dossiers ont été renvoyés aux banques, car ne remplissant pas les conditions de remboursement, a-t-on précisé.

A ce titre, l'ANADE a indiqué que le nombre global des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés lors de 6 séances, s'élève à 3.015 dossiers. Ces séances sont en application des axes de la nouvelle stratégie mise en place pour la relance du dispositif ANADE et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas.

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE Création prochaine d'un institut de transition énergétique (ministre)

Le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables Chems Eddine Chitour a annoncé mardi la création prochaine d'un institut dédié à la transition énergétique pour la formation d'une élite devant contribuer à la stratégie de l'Etat dans ce cadre. Dans un enregistrement vidéo diffusé à la conférence animée par des opérateurs actives dans le domaine des énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour a annoncé la création d'un institut dédié à la transition énergétique pour la formation des futures cadres devant contribuer à réaliser le programme de la transition énergétique avec l'implication des citoyens.

Le ministre intervenait dans le cadre de la tenue de la 2ème journée du Salon international des énergies renouvelables, énergies propres et du développement durable (ERA 2021) au Centre des conventions d'Oran, "Les citoyens devraient savoir que s'orienter vers les énergies renouvelables et la transition énergétique s'avère impérative", a-t-il souligné ajoutant que "la formation d'élite dans ce domaine est le meilleur capital à laisser aux générations futures". Par ailleurs, M. Chitour a fait savoir que l'Algérie a surexploité ses énergies fossiles, relevant que la consommation nationale de pétrole s'élève à plus de 65 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) par an, alors que la consommation nationale en gaz s'élève à 800 millions de mètres cube par semaine. "La transition énergétique implique la contribution de tout un chacun", estimant que d'énormes opportunités s'offrent aujourd'hui pour créer des startups et de micro-entreprises à même d'accompagner la transition énergétique".

Le ministre de la transition énergétique a par ailleurs, estimé que la conversion de véhicules au GPL/c (gaz pétrole liquéfié/ Carburant est vitale, pour rationaliser la consommation de l'énergie dans le domaine des transports.

"Nous avons aussi la possibilité de mettre en place un plan pour développer l'hydrogène vert qui mettra l'Algérie au diapason des avancées enregistrées dans le monde", a noté Chems Eddine Chitour, rappelant qu'à partir de 2030 les réserves de gaz seraient moins importantes, l'hydrogène vert devrait ainsi remplacer le gaz naturel".

APS

## COMMERCE

# "Les exportations hors hydrocarbures pourraient atteindre les 5 milliards de dollars d'ici la fin 2021"

Les exportations algériennes hors hydrocarbures pourraient atteindre les 5 milliards de dollars (USD) d'ici fin 2021, a indiqué mardi à Alger le secrétaire général du ministère du Commerce, Redouane Allili.

S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture du 1er Salon import-export inter Africains (IMPEX 2021), M. Allili a affirmé que "les exportations algériennes hors hydrocarbures pourraient atteindre les 5 milliards USD d'ici fin 2021, malgré les effets de la pandémie sur l'activité économique". "En dépit des conséquences de la crise sanitaire du Covid-19, nous avons pu multiplier les actions d'exportations hors secteur des hydrocarbures, ce qui nous permettra de réaliser un montant entre 4,5 à 5 milliards USD d'ici la fin de l'année", a-t-il précisé. A cet effet, il a souligné que la Zone de Libre échange continentale africaine (ZLECAF) constitue une "véritable opportunité" pour le pays, pouvant lui permettre de multiplier durant les deux prochaines années ses exportations par cinq envers les pays africains. M. Allili a appelé les entreprises algériennes à saisir cette opportunité de la ZLECAF, en prenant



les moyens pour faire la promotion des différents produits destinés à l'exportation". Dans ce sens, il a précisé que le ministère du Commerce travaille actuellement pour la redynamisation des Conseils d'affaires avec l'ensemble des pays africains et pour déterminer toutes opportunités pouvant aider au développement des échanges interafricains. "Les hommes d'affaires algériens et africains peuvent éga-

lement déterminer ces opportunités en raison de leur présence perpétuelle sur le terrain à travers notamment les échanges commerciaux", a-t-il ajouté. M. Allili a assuré, dans ce sillage, que "les rencontres d'affaires et d'échanges entre les responsables d'entreprises algériennes et africaines ont déjà commencé et visent à déterminer les opportunités en vue de nouer des partenariats gagnant-gagnants".

Invitant les entreprises africaines à investir en Algérie, le SG du ministère du Commerce a assuré que ces opérateurs bénéficieront de toutes les facilitations nécessaires en plus des avantages accordés dans le cadre de la ZLECAF. S'agissant des objectifs de développement des échanges commerciaux interafricains fixés à 3000 milliards de dollars sur le long terme par l'Union africaine (UA), le responsable du ministère du Commerce a estimé que "l'Algérie est en mesure de prendre une part importante de ces échanges", à la condition que "les entreprises algériennes saisissent cette opportunité offerte par la zone africaine de libre échange".

Évoquant par ailleurs la Grande zone arabe de libre échange (GZALE), il a affirmé que celle-ci sera également consolidée, tout en rappelant que neuf (9) pays arabes, dont la Tunisie, sont membres de la ZLECAF.

## CÉRÉALICULTURE

# Des produits d'assurances adaptés pour la campagne moissons battages 2020-2021

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a annoncé mercredi dans un communiqué le lancement de produits d'assurances adaptés pour la campagne céréalière moissons battages 2020-2021 et l'organisation de caravanes de sensibilisation au profit des agriculteurs et des professionnels du secteur en vue d'assurer la réussite de cette campagne.

Fidèle à sa mission dans l'accompagnement des céréaliculteurs, la CNMA assure pour la campagne céréalière moissons battage la prévention, le suivi assurantiels et de protection des outils de productions des agriculteurs et des propriétaires de moissonneuses batteuses", a-t-elle précisé dans son communiqué.

Dans le cadre de la sensibilisation et de l'information des céréaliculteurs et des propriétaires de moissonneuses batteuses, la CNMA organise des caravanes de sensibilisation via un réseau réparti sur tout le territoire national, et qui compte 67 caisses régionales (CRMA) et 533 Bureaux locaux de proximité.

Ces caravanes sont organisées en vue d'informer les professionnels du secteur et plus particulièrement les producteurs

de céréales sur les couvertures d'assurances que la CNMA commercialise dans ce créneau. Parmi ces produits d'assurance, elle a cité le produit "Incendies des récoltes", "l'Assurance Combinée Incendie Grêle inondations" et "l'Assurance matériels agricoles dont la moissonneuse batteuse". La souscription d'un des contrats d'assurance permet aux céréaliculteurs et les propriétaires de moissonneuses batteuses de bénéficier gratuitement de mesures d'accompagnement dont des extincteurs avec recharge et des tarifs attractifs avec paiement du contrat d'assurance par facilité, a-t-elle fait savoir. En plus de ces avantages, la CNMA met à la disposition des céréaliculteurs des experts agronomes CRMA pour leur fournir, à titre gratuit, des conseils de prévention ayant trait à la gestion de leurs activités agricoles avant et durant les opérations de moissons battages.

Pour que le risque "ne soit plus une fatalité", la CNMA assure que "l'assurance est l'acte le plus approprié afin d'éviter des pertes et des dommages économiques potentiels". Selon le communiqué, les caravanes de sensibilisation que la

Mutualité Agricole organise sur le terrain, en collaboration avec les principaux acteurs du secteur agricole, dont les directions des services agricoles, les chambres d'agriculture, l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), les instituts et les coopératives des céréales et légumes secs (CCLLS), les PMAT ainsi que la Gendarmerie nationale et la Protection civile permettront d'accompagner les agriculteurs dans leur itinéraire et de les sensibiliser sur l'importance d'une campagne moissons battages réussie".

Un programme déterminé a été mis en place conjointement par les Directions techniques CNMA et CRMA, et qui prévoit à titre d'exemple pour la CRMA de Ouargla une caravane de sensibilisation sur les Incendies récoltes dans les communes de Si Khouiled et N'Coussa.

Pour les CRMA de Bouira, Aïn Bessam et Sour El Ghoulane, ce sera dans les communes d'El Asnam, Mchedallah, BirGhalou et Bordj khriiss, a fait savoir la CNMA. S'agissant de la CRMA de Batna, une journée est prévue dans l'exploitation agricole MOKRANE Adnane à Tazoult, a conclu le communiqué.

## INCUBATEUR DE START-UP DE TÉBESSA Lancement de la semaine nationale de l'innovation scientifique

La semaine nationale de l'innovation scientifique a été lancée, mardi dans la wilaya de Tébessa, à l'initiative de l'incubateur des start-up (Innoest Compagny) en collaboration avec l'université Larbi Tébessi pour la sélection du "meilleur projet innovant". En marge d'une journée d'information visant à faire connaître les start-up et le rôle de l'incubateur dans leur accompagnement, tenue à la bibliothèque de la Faculté des sciences humaines et sociales, Fathi Gasmî, président de Innoest Compagny, a précisé à l'APS, que la semaine nationale de

l'innovation scientifique est "une compétition scientifique visant la motivation et l'encouragement des étudiants à soumettre des projets innovants pour les faire connaître et les concrétiser sur le terrain".

Cette manifestation se poursuivra pendant une semaine, durant laquelle il sera procédé à l'inscription des projets sur le site électronique de l'incubateur, a fait savoir M. Gasmî, soulignant qu'une commission technique spécialisée, composée de professeurs et d'experts dans diverses disciplines, procédera à l'évaluation les tra-

vauts réceptionnés en vue d'en sélectionner cinq. Les projets retenus concourront pour obtenir "le prix du meilleur projet innovant" qui sera annoncé le 2 juin prochain, a précisé le même responsable, ajoutant que l'incubateur des start-up est destiné à accompagner et à soutenir la concrétisation de projets sur le terrain. Selon le président de Innoest Compagny, pas moins de 215 projets novateurs, dont 46 d'autres wilayas et quatre (4) de l'étranger, ont été réceptionnés depuis le début du mois de mars dernier, affirmant que 22 projets dans diffé-

rents domaines ont été concrétisés. Lors de cette manifestation, des communications ont été présentées par les membres fondateurs de cet incubateur, l'un des premiers à l'échelle nationale ayant bénéficié du label "projet innovant". La rencontre en question vise à expliquer le rôle des incubateurs, faire connaître des start-up performantes, évoquer les paramètres à l'origine de leur réussite ou de leur échec, en plus d'un débat avec les étudiants désireux d'investir ce domaine pour créer des sources de revenus et des postes d'emploi.

## PÉTROLE

## Le baril de Brent à 68,80 dollars à Londres

Les prix du pétrole étaient proches de l'équilibre mercredi, sans avancée majeure des négociations sur le nucléaire iranien et avant la publication par l'EIA des données sur les stocks américains, attendus en baisse.

Peu avant midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 68,80 dollars à Londres, en hausse de 0,22% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril de WTI pour le même mois abandonnait 0,03% à 66,05 dollars.

Le marché attend mercredi les données hebdomadaires sur les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiées par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) plus tard dans la journée.

Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), aux estimations jugées moins fiables, a indiqué que ceux-ci avaient diminué de 440.000 barils dans le pays la semaine passée. Selon la



médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, ces stocks sont aussi attendus en baisse par l'EIA, de l'ordre de 1 million de barils. Un tel volume pourrait "maintenir l'appétit haussier (des investisseurs) à son niveau actuel",

a estimé Ipek Ozkardeska, analyste de Swissquote Bank. Cependant, "la possibilité d'un retour de l'offre de pétrole iranien sur le marché empêche les prix du pétrole de progresser davantage", notent les analystes de ING. L'industrie

pétrolière iranienne est soumise à embargo par les Etats-Unis mais une amélioration des relations entre Washington et Téhéran pourrait conduire à l'allègement de ces sanctions et donc à l'arrivée sur le marché d'un volume important d'or noir.

Le pétrole profite aussi de la faiblesse du dollar, un mécanisme qui rend le brut plus attractif car meilleur marché. Les investisseurs surveillent également la situation sanitaire dans le monde qui a une incidence directe sur la consommation d'or noir. Au rang des mauvaises nouvelles pour la demande, le variant du coronavirus détecté en Inde pour la première fois a été officiellement signalé dans 53 territoires, a annoncé mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans un rapport.

## JAPON

## Sony prévoit 15 milliards d'euros d'investissements sur trois ans

Le géant japonais de l'électronique Sony a annoncé mercredi prévoir des investissements "stratégiques" à hauteur de 2.000 milliards de yens (15 milliards d'euros) dans les trois prochaines années, notamment dans l'industrie du divertissement comme le jeu vidéo.

Ces investissements devraient être réalisés à partir de l'exercice en cours 2021/22 (démarré le 1er avril) jusqu'au 31 mars 2024, a précisé Sony dans un communiqué à l'occasion de la présentation de sa stratégie de moyen terme. Sony cherche prioritairement à développer ses propriétés intellectuelles et ses activités touchant directement les consommateurs (jeu vidéo, musique, streaming vidéo, cinéma...), en particulier en dopant ses plateformes en ligne et communautés associées, ainsi que son offre de jeux mobiles.

Cette politique s'inscrit ainsi dans la continuité de la stratégie du groupe ces dernières années.

Sony a racheté ou pris des parts dans des studios de jeu vidéo (Insomniac, Epic Games), acquis à 100% la maison d'édition musicale EMI Music et il est en train de racheter Crunchyroll, plateforme de streaming spécialisée dans l'animation japonaise.

Il a aussi récemment investi dans Discord, application de discussions très populaire chez les joueurs, qu'il veut intégrer dès l'an prochain à son réseau PlayStation Network.

Sony a également cité mercredi l'énorme succès actuel de son film d'animation "Demon Slayer", dont une adaptation en jeu vidéo doit sortir prochainement: "Demon Slayer est un exemple du déploiement de toutes les diverses activités de Sony pour maximiser la valeur de la propriété intellectuelle" d'une oeuvre, a-t-il commenté. Le groupe compte directement toucher à terme 1 milliard de personnes avec ses contenus de divertissement, contre environ 160 millions actuellement. Cependant, il s'agit là d'une "vision" et non d'un objectif à atteindre dans un délai imparti, a précisé son PDG Kenichiro Yoshida lors d'une conférence de presse en ligne.

Sony va, par ailleurs, continuer à investir dans les technologies, notamment dans les capteurs d'image, avec lesquels il compte jouer un rôle important dans la mobilité, sur fond de l'essor des voitures autonomes.

TAXE MONDIALE SUR LES ENTREPRISES  
Le FMI loue la proposition américaine

Le FMI a loué mardi la proposition américaine d'une taxe mondiale "d'au moins" 15% sur les bénéfices des multinationales, soulignant que cela devait permettre aux pays d'investir davantage dans des domaines essentiels comme l'éducation, la santé ou les infrastructures.

"Il y avait une proposition pour une taxe allant jusqu'à un taux de 21%.

Le chiffre devrait être un peu plus faible que cela", a estimé Kristalina Georgieva, la directrice générale du Fonds monétaire international lors d'une conversation avec le Washington Post.

Mais tout taux supérieur à l'imposition actuelle, qui dans de nombreux pays s'élève à "10% ou même moins, sera bénéfique", a-t-elle ajouté.

Elle a rappelé que le FMI est favorable depuis longtemps à une telle imposition à l'échelle mondiale.

La patronne du FMI a toutefois reconnu que l'imposition d'une telle taxe était particulièrement complexe puisqu'il s'agit de trouver un consensus sur "le point idéal", celui qui est bénéfique à l'économie mondiale tout

en étant satisfaisant pour les autorités fiscales de chaque pays.

L'idée d'une taxe mondiale sur les bénéfices des multinationales est ancienne, avec un premier accord pour lancer une telle initiative annoncé en 2015 à Lima par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) lors des réunions d'automne du FMI.

Les discussions continuent de se dérouler sous l'égide de l'OCDE.

L'administration Trump avait largement bloqué le processus.

Mais la nouvelle administration démocrate semble vouloir donner un coup d'accélérateur aux discussions.

La semaine dernière, la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen a annoncé soutenir un taux d'au moins 15%. Cette taxe devrait être évoquée cette semaine et la semaine prochaine à l'occasion de réunions des ministres des Finances.

Mme Georgieva a souligné mardi la complexité du dossier car une fois le taux idoine déterminé, il restera encore à l'appliquer et à collecter l'argent. "Nous devons soutenir les mar-

chés des pays en développement pour renforcer leur administration fiscale, car avoir un taux d'imposition sans recouvrement ne résout pas le problème des finances publiques", a-t-elle commenté. La dirigeante du FMI a par ailleurs souligné que dans la réforme de la fiscalité internationale des autres entreprises, le volet relatif aux géants du numérique était tout aussi important.

Selon elle, instaurer une fiscalité au niveau mondial dans ce secteur s'avèrera "plus efficace", et sera "une impulsion positive pour la croissance" et "pour lutter contre les inégalités".

La réforme de l'OCDE prévoit de modular l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéfices réalisés dans chaque pays, indépendamment de leur établissement fiscal.

Ce deuxième point vise en particulier les géants américains dont Google, Amazon, Facebook et Apple, qui paient des impôts souvent sans rapport avec les revenus et les profits qu'ils dégagent localement.

L'OCDE souhaite obtenir un accord lors du G20 Finance des 9 et 10 juillet.

## L'Irlande rejette la proposition américaine d'un taux d'imposition minimum

Le ministre irlandais des Finances Paschal Donohoe a déclaré mardi que l'Irlande n'avait pas l'intention d'augmenter son taux d'imposition sur les sociétés, l'un des plus bas au monde, rejetant le projet du président américain Joe Biden de fixer un taux d'imposition mondial d'"au moins" 15%.

"Nous avons des réserves vraiment importantes concernant un taux d'imposition minimum mondial à un niveau tel que cela signi-

fierait que seuls certains pays, et certaines grandes économies, pourront bénéficier de cette base", a déclaré le ministre sur Sky News.

Selon la chaîne, M. Donohoe a prédit que le pays maintiendrait son taux d'imposition des sociétés à 12,5% pendant de nombreuses années encore.

Des négociations sont en cours à l'Organisation pour la coopération et le développement économique

(OCDE), à l'initiative de Washington, afin de mettre en place un taux d'imposition sur les bénéfices des multinationales qui soit harmonisé dans les différents pays.

L'administration Biden a proposé jeudi à ses partenaires de l'OCDE de fixer à 15% "au moins" ce taux "plancher", invitant à poursuivre les discussions avec l'objectif d'être "ambitieux" et "d'augmenter ce taux". La réforme vise à met-

tre fin à la concurrence fiscale entre les pays. Le projet porté par l'administration Biden intervient alors que le président des Etats-Unis cherche à relever sa fiscalité des entreprises afin de financer un plan massif d'investissements. L'OCDE, qui regroupe 36 pays dont l'Irlande, souhaitait jusqu'ici obtenir un accord de principe global lors du G20 Finances des 9 et 10 juillet, puis lors d'une réunion finale en octobre.

## FMI - EGYPTE

## Accord de principe du FMI pour débloquer la dernière tranche d'aide

Le Fonds monétaire international a annoncé mardi avoir donné son accord de principe pour débloquer la dernière tranche d'aide de 1,6 milliard de dollars en faveur de l'Egypte dans le cadre d'un plan annuel, selon un communiqué de l'institution. Le décaissement doit au préalable être soumis à l'approbation du Conseil d'administration qui se réu-

nira "dans les prochaines semaines", a précisé le FMI dans un communiqué. Fin juin 2020, le FMI avait accordé un plan d'aide sur 12 mois d'un montant total de 5,2 milliards de dollars avec le décaissement immédiat de 2 milliards pour faire face à l'impact de la pandémie de coronavirus. Le Conseil d'administration avait ensuite donné son aval en décembre dernier

au débloquer de 1,6 milliard à l'issue du premier examen de l'économie égyptienne. Il avait alors estimé que les autorités égyptiennes avaient bien géré la pandémie. "Au cours des 12 derniers mois, la solide performance et l'engagement des autorités ont contribué à atteindre les objectifs du programme de maintien de la stabilité macroéco-

nomique pendant la pandémie tout en protégeant les dépenses sociales et de santé nécessaires et en mettant en œuvre des réformes structurelles essentielles", a expliqué le FMI. Le Fonds table sur une croissance de l'ordre de 2,8% au cours de l'exercice 2020/21, et de 5,2% au cours de l'exercice 2021/22.

## COLLOQUE NATIONAL SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

### Le Commandant de la GN supervise l'ouverture

Le Commandant de la Gendarmerie nationale (GN), le Général Noureddine Gouasmia a supervisé, mardi au siège du commandement de la GN à Alger, l'ouverture du Colloque national sur la sécurité routière, sous le slogan "Réalité de la sécurité routière en Algérie: perspectives et défis", avec la participation des représentants des différents organismes actifs dans le domaine de la sécurité routière et de nombre d'enseignants universitaires et cadres de la GN spécialisés en sécurité routière.

Selon un communiqué du Commandement de la GN, ce colloque a pour objet, de "consolider la prise de conscience quant à la sécurité routière sur les réseaux des routes, à travers la participation de tous les organismes et secteurs et le diagnostic des insuffisances en matière de sécurité routière, en dépit des efforts consentis". Le Colloque tend également à "évaluer la concrétisation effective des solutions suggérées, notamment en ce qui a trait à la consolidation du cadre juridique, la prise en charge des aspects matériels et techniques en vue de l'application des textes juridiques y afférents, ainsi que la formulation des propositions et mesures devant être prises, en vue de réduire les risques des accidents de la circulation".

Selon la même source, ce Colloque permettra de "mettre en place les futurs plans d'action pour chaque organisme, afin que le dénominateur commun soit la concrétisation de la complémentarité dans les missions et les actions tracées et mises en œuvre".

Au terme des interventions des représentants des différents organismes ayant pris part à ce colloque, "des recommandations visant à promouvoir la sécurité routière sur les réseaux de routes ont été présentées".

## SAISON ESTIVALE 2020

### 147 personnes mortes par noyade

Cent quarante-sept (147) personnes sont mortes par noyade au cours de la saison estivale 2020, rappelle mercredi un communiqué de la Protection civile portant sur la campagne nationale de prévention et de sensibilisation sur les risques liés à cette saison devant être lancée à partir de jeudi.

Soixante-et-onze décès par noyade ont été enregistrés au niveau des plages, dont 46 au niveau des plages interdites à la baignade, précise la Protection civile qui fait état de 27.481 interventions, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, ayant permis de sauver 19.405 personnes de la noyade.

Concernant la baignade dans les réserves d'eau, "un phénomène qui ne cesse de se généraliser à travers le territoire national", 76 décès ont été comptabilisés durant l'année précédente, dont une "majorité d'enfants, malgré les multiples campagnes de sensibilisation initiées durant toute la saison estivale".

S'agissant des feux de forêt, les unités de la Protection Civile ont procédé au cours de l'année 2020 à l'extinction de 14.338 incendies qui ont généré des dégâts évalués à 16.570 ha de forêt, 13.880 ha de maquis, 13.467 ha de broussaille, 2.180 ha de récolte, 17.411 palmiers et 234.869 arbres fruitiers, ajoute le communiqué.

## PROTECTION CIVILE

### Session de formation pour les chargés de communication des wilayas du Centre-Est

La 3ème session de formation sur les techniques de communication au profit des chargés de communication de la Protection civile des wilayas du centre-est du pays s'est ouverte mercredi au niveau de la direction de la wilaya Bordj Bou-Argeridj, indique un communiqué de la Protection civile. Cette session de formation s'inscrit dans le cadre du "développement et la modernisation du secteur de la Protection civile, particulièrement dans le domaine de la formation spécialisée, eu égard aux missions multiples et de plus en plus complexes dévolues au secteur, notamment en matière de prise en charge et de réduction des différents risques", précise la même source. Elle s'inscrit également dans le cadre de l'application du programme de renforcement des capacités de "manage-

ment des crises, à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier dans le domaine de l'utilisation des réseaux sociaux".

C'est à travers les réseaux sociaux que la Protection civile entend impulser une "nouvelle dynamique d'adhésion à son programme de communication sociale, particulièrement parmi les jeunes qui constituent le vecteur le mieux à même de favoriser la transmission et la propagation des idées et actions de vulgarisation portant sur la prévention des risques".

Cette 3ème session de formation fait suite aux deux précédentes sessions organisées, respectivement, au niveau des wilayas d'El-Oued (30-31 mars) et de Béchar (7-8 avril), rappelle le communiqué.

## SAISON ESTIVALE

### Campagne de prévention de la Protection civile

Une campagne nationale de prévention et de sensibilisation sur les risques liés à la saison estivale sera entreprise par la Protection civile à partir de jeudi, indique mercredi un communiqué de cette institution.

Les dangers de la mer, les noyades dans les plans d'eau, la prévention contre les incendies de forêts, récoltes et palmeraies, l'envenimement scorpionique, les accidents de la circulation et les intoxications alimentaires seront les thèmes abordés durant cette campagne préventive de "grande envergure" qui déroulera dans le "respect strict des mesures barrières pour se protéger contre la pandémie du Covid-19", précise la même source.

Durant cette campagne, les citoyens en général et les enfants en particulier bénéficieront de "toutes les informations préventives nécessaires quant à la réduction des risques liés à la saison estivale étant donné qu'ils constituent l'essentiel des victimes".

La campagne sera menée en coordination avec les différents acteurs contribuant à la gestion de la saison estivale, à savoir les directions du tourisme, les forêts, le commerce, l'agriculture, l'agence nationale des barrages, la jeunesse, la santé et les associations, en particuliers les comités de villages, note la Protection civile.

En ce qui concerne, la protection des palmeraies, "sou-



vent très vulnérable", le directeur général a instruit les directeurs de la Protection civile des wilayas du sud de mettre en place des "campagnes de proximité pour sensibiliser les exploitants des palmeraies sur les risques d'incendie et les informer sur la prévention et la conduite à tenir en cas d'incendie".

Au cours de cette campagne, une attention particulière sera accordée au milieu scolaire, universitaire, les instituts de formation professionnelle et les maisons de jeunes. Des caravanes de sensibilisation seront organisées

en associant la société civile, notamment les comités de village en ce qui concerne les feux de forêt au niveau des massifs forestiers durant toute la saison estivale.

Un dispositif de sensibilisation des fellahs sera en outre mis en place lors du début de la campagne de récoltes en engageant des colonnes mobiles de la Protection civile.

Il est prévu également l'animation d'émissions thématiques avec les radios locales et télévisions sur le rôle de la prévention et la sensibilisation sur les risques liés à la saison estivale et le secou-

risme, considéré comme la "première contribution" du citoyen en matière de prise en charge des victimes en cas d'accident.

Des portes ouvertes au niveau des différents unités de la Protection civile seront organisées au profit des écoliers pour montrer l'importance et le rôle de la forêt".

La campagne prévoit aussi un accompagnement médiatique sur le site web, la page Facebook, Twitter et sur Instagram de la Direction générale de la Protection civile et des Directions de wilaya, la réalisation de prospectus, dépliants, affiches expliquant les risques liés à la saison estivale, ainsi que des spots de sensibilisation.

Des campagnes de sensibilisation au niveau des mosquées seront entreprises en collaboration avec les Directions des affaires religieuses dans le cadre de cette campagne comportant également l'organisation d'un concours ayant pour thème "les risques liés à la saison estivale" au niveau des colonies de vacances et l'envoi de SMS de sensibilisation à l'adresse des abonnés des trois opérateurs de téléphonie mobile.

## SCOUTS

### SMA : l'école du patriotisme, de la solidarité et de l'entraide

La Journée nationale des Scouts musulmans algériens sera célébrée jeudi, 27 mai, pour mettre en exergue le rôle de l'organisation des Scouts musulmans algériens (SMA), une véritable école qui a inculqué, depuis sa création, aux enfants et jeunes algériens, génération après génération, l'amour de la patrie et l'esprit de solidarité et d'entraide.

C'est Mohamed Bouras qui a fondé le premier groupe scout "El Fallah" en 1935, avant de mettre en place, quatre ans plus tard, la Fédération des scouts musulmans algériens. Il a consacré sa vie à la formation des jeunes algériens et la diffusion des valeurs de lutte, de rigueur et de discipline dans les rangs des SMA.

La Journée nationale des scouts musulmans algériens coïncide avec l'an-

niversaire de la mort de Mohamed Bouras, exécuté par les forces coloniales françaises le 27 mai 1941 à Alger.

Le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, a pris la décision en mars dernier de consacrer le 27 mai Journée nationale des scouts musulmans afin de "préserver la mémoire nationale et renforcer la solidarité nationale", et pour exprimer "la volonté de l'Etat de développer le mouvement éducatif de volontariat qui inculque l'esprit de générosité et de leadership".

L'école des SMA a forgé la personnalité de nombreux jeunes du mouvement national, pénétrés des valeurs ancestrales du peuple algérien, qui seront à l'avant-garde de la lutte de libération déclenchée le 1er novembre 1954. Larbi Ben M'hidi, Ahmed Zabana, Didouche Mourad, Badji Mokhtar, Souidani Boudjemaa, Zighoud Youcef, M'hamed Bougara, Hamou Boutléis, Debbih Chérif et tant d'autres chouhada se sont abreuvés à la source du scoutisme. Parmi le groupe historique qui sont à l'origine du déclenchement de la Révolution de novembre 1954, 18 membres faisaient partie des SMA. Le commandant général des (SMA), Abderrahmane Hamzaoui, a affirmé que l'institution de la Journée nationale des scouts musulmans "renforce" la place de l'organisation scout, "met en valeur" son rôle dans l'éducation des jeunes et l'encouragement à poursuivre ses efforts au service de la patrie et de la société".

M. Hamzaoui a considéré que les SMA constituaient "un legs du mouvement national, d'autant qu'ils continuent à s'acquitter d'un rôle important auprès des jeunes dans le but de sauvegarder la mémoire nationale".

Pour l'historien Mohamed Lahcen Zeghidi, les SMA ont constitué un "terreau fertile pour la génération de novembre qui a défendu l'identité nationale algérienne musulmane".

Donnant un sens concret à l'esprit de solidarité et d'entraide, les SMA partici-

pent, de nos jours, aux campagnes de dons de sang, à la distribution des colis alimentaires aux nécessiteux, notamment durant le ramadan.

Quelque 60.000 bénévoles ont été mobilisés en 2021 à l'occasion du mois sacré par les SMA, qui transforment leurs locaux en centres de collecte des aides lorsqu'il y a nécessité. Les SMA participent, également, aux campagnes de prévention et de lutte contre les fléaux sociaux, tels que la toxicomanie et le tabagisme, ainsi qu'aux campagnes de reboisement et de nettoyage.

Depuis l'apparition de la pandémie du Covid-19, cette organisation a pris une part active aux campagnes de prévention. Elle a signé à cet effet, en mars dernier, un accord de collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en vue de sensibiliser les populations à la nécessité du maintien des mesures de prévention et l'importance de la vaccination. Les SMA sont très actifs aussi dans les domaines culturel, éducatif (notamment l'enseignement de l'histoire de la Révolution) et de protection de l'environnement. Jusqu'à janvier 2021, les SMA comptaient dans leurs rangs plus de 100.000 adhérents. Mohamed Bouras est né le 26 février 1908 à M'Ilana dans une famille pauvre. Il a quitté les bancs de l'école, après la mort de son père, pour travailler à l'âge de 16 ans dans les mines de fer de Zaccar, près de sa ville natale, et subvenir aux besoins de sa famille.

En 1926, il se rendit à Alger où il fréquenta le cercle intellectuel Ettarakki et devint proche politiquement de l'Association des oulémas et de son chef, cheikh Abdelhamid Ibn Badis.

Il créa le groupe scout "El Fallah" à la Casbah, puis fédéra les différents groupes scouts existants. Mohamed Bouras était convaincu que pour arracher la liberté et l'indépendance, il fallait éduquer les jeunes et leur inculquer l'esprit de patriotisme.



ITALIE

# Chute du téléphérique : trois arrestations

Trois hommes ont été arrêtés mercredi dans le cadre de l'enquête sur la chute d'un téléphérique dimanche à Stresa dans le nord de l'Italie, qui a fait 14 morts, rapportent des médias, citant les carabinieri.

Ces hommes, de hauts responsables de la société gérant le téléphérique, sont soupçonnés d'avoir volontairement désactivé le frein d'urgence de la structure.

"Il y avait un dysfonctionnement sur le téléphérique, l'équipe de manutention n'a pas résolu le problème, ou seulement en partie.

Pour éviter l'interruption de la liaison, ils ont choisi de laisser en place la «fourchette» qui empêche l'entrée en fonction du frein d'urgence", a expliqué sur Radiote un responsable local des carabinieri, le lieutenant-colonel Alberto Cicognani, cité par les agences italiennes.

Les trois personnes arrêtées sont le dirigeant de la société Ferrovia del Mottarone qui gère le téléphérique, le directeur du téléphérique, et le chef opérationnel du téléphérique, construit en 1970 et qui relie en 20 minutes le village de Stresa au mont Mottarone qui culmine à près de 1.500 mètres en offrant une vue spectaculaire sur le lac



Majeur et les Alpes. "Il s'agit d'un acte matériel fait de manière consciente" pour "éviter des interruptions et l'arrêt du téléphérique", alors que "l'installation présentait des anomalies qui auraient requis une intervention plus radicale avec un arrêt conséquent" de l'installation.

Selon la procureure Olimpia Bossi, citée par les médias italiens, ils savaient que la cabine du téléphérique circulait sans frein d'urgence depuis le 26 avril, jour de la réouverture de l'installation.

La décision de procéder à ces arrestations est interve-

due à l'issue d'une journée d'interrogatoires à la caserne des carabinieri de Stresa et l'analyse des débris trouvés sur place, qui a permis de démontrer que "le système de freinage d'urgence de la cabine tombée dans le vide avait été trafiqué", et que la "fourchette", à savoir le dispositif permettant de désactiver le frein, avait été insérée.

Selon les enquêteurs, il s'agit d'un acte "matériel fait

de manière consciente" pour "éviter des interruptions et l'arrêt du téléphérique", alors que "l'installation présentait des anomalies qui auraient requis une intervention plus radicale avec un arrêt conséquent" de l'installation.

Selon la procureure, des interventions techniques avaient été "demandées et effectuées", dont une le 3 mai, mais "elles n'ont pas permis de résoudre le problème".

La décision de bloquer le frein d'urgence a été prise "avec la conviction que jamais le câble ne se serait rompu, courant un risque qui a ensuite malheureusement abouti à l'issue fatale".

L'accident s'est produit vers 12H30 (10H30 GMT), à une centaine de mètres de la dernière station d'altitude du téléphérique au sommet du mont Mottarone. L'unique survivant de l'accident, un enfant de cinq ans hospitalisé à Turin, souffre d'un traumatisme crânien et de fractures des jambes.

# ERUPTION DU NYIRAGONGO EN RD DU CONGO La majorité des déplacés rentrés (HCR)

La majorité des déplacés qui ont fui samedi la ville de Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) à la suite de l'éruption samedi du volcan Nyiragongo, sont rentrés chez eux, a affirmé mardi le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

"La plupart des personnes qui ont fui samedi sont rentrées chez elles, y compris la majorité de celles qui ont fui vers le Rwanda", a confirmé l'agence onusienne, qui accélère l'aide aux personnes déplacées.

Des milliers de personnes avaient fui leurs maisons à l'instar de samedi à dimanche, transportant des matelas et d'autres biens alors que la lave s'écoulait vers Goma, brûlant des villages sur son passage.

Beaucoup d'entre elles ont été accueillies par des familles à Goma et dans les environs, tandis que plusieurs milliers ont fui à travers la frontière vers le Rwanda.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et ses partenaires continuent leurs efforts pour aider les enfants qui ont été séparés de leurs parents lors de leur fuite.

"L'UNICEF et ses partenaires continuent à faire en sorte qu'il y ait des retrouvailles familiales", a déclaré le chef de communication d'UNICEF RDC, Jean-Jacques Simon, signalant que parmi les 500 enfants qui étaient séparés de leurs parents, plusieurs les ont retrouvés, et d'autres se trouvent dans des centres d'hébergement, tandis que certains étaient "encore introuvables".

Selon les autorités, 32 personnes sont mortes dans des incidents liés à l'éruption, dont sept ont été tués par la lave et cinq asphyxiés par les gaz.

Si la coulée de lave s'est arrêtée dimanche, des secousses sismiques répétées, allant jusqu'à 5 sur l'échelle de Richter, ont eu lieu depuis l'éruption et la lave du cratère du Nyiragongo semble s'être remplie. "Ce qui fait craindre l'ouverture de nouvelles fissures ou une nouvelle éruption", a redouté le porte-parole du HCR à Genève, Boris Cheshirkov. Au total, deux villages de la pointe nord de Goma ont été détruits et deux autres ont été presque entièrement recouverts par la lave.

Des quartiers entiers ont été privés d'électricité et l'on craint des pénuries d'eau. De plus, la route menant aux parties septentrionales de la province du Nord-Kivu est endommagée par la lave.

Selon l'agence onusienne, cela entravera le transport de nourriture et de marchandises vers la zone autour de Beni, où quelque 280.000 personnes déplacées par le conflit et l'insécurité depuis janvier 2021 dépendent de l'aide humanitaire.

La précédente éruption majeure du Nyiragongo, le 17 janvier 2002, avait fait 250 morts et plus de 100.000 sans-abri.

Ce volcan fait partie "des plus actifs et les plus dangereux du monde et son activité continue d'être étroitement surveillée".

INDE

# Le puissant cyclone Yaas s'abat sur les côtes orientales de l'Inde

Le cyclone Yaas, deuxième tempête à frapper l'Inde en moins de deux semaines, a touché terre mercredi dans l'Etat oriental de l'Odisha, a indiqué le département météorologique indien, où des centaines de milliers de personnes avaient été évacuées vers des refuges d'urgence.

"La très puissante tempête cyclonique Yaas se centre à environ 50 km au sud-sud-est de Balasore" dans l'Odisha, a déclaré le département sur sa page Twitter, précisant que le "processus d'atterrissage" avait débuté mercredi à 03H30 GMT.

Le département météorologique indien prévoyait des rafales pouvant atteindre les 185 kilomètres/heure, mettant également en garde contre la formation d'un raz-de-marée, d'environ trois mètres, susceptible de provoquer des inondations.

Plus de 1,2 million de personnes vivant le long de ces côtes ont été évacués.

Des pluies torrentielles s'abattaient déjà sur les villes et villages côtiers annonçant l'arrivée imminente du cyclone.

Le passage d'une tornade a fait deux morts par électrocution dans le district

de Hooghly, dans le Bengale occidental, selon les autorités.

Les autorités de Calcutta, capitale du Bengale occidental, ont ordonné la fermeture de son aéroport international pour la majeure partie de la journée de mercredi. L'aéroport de Bhubaneswar, capitale de l'Odisha, a fait de même.

"Chaque vie est précieuse", a déclaré le Premier ministre de l'Odisha, Naveen Patnaik, en appelant la population à ne pas "paniquer" et à s'éloigner des côtes.

Environ 4.800 secouristes au total ont été mobilisés dans les deux Etats menacés, équipés de moyens de communication d'urgence, de bateaux pneumatiques hors-bord et d'assistance médicale, a indiqué la Force nationale d'intervention pour les catastrophes.

Les deux Etats sont déjà durement affectés par la deuxième vague de coronavirus qui a fait plus de 120.000 morts en Inde ces six dernières semaines.

"Ce cyclone fait figure de double peine pour des millions de personnes en Inde, car le Covid-19 ne leur laisse aucun répit", a déclaré Udaya Regmi, responsable de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour l'Asie du Sud, dans

un communiqué. Yaas devrait perturber localement les efforts de lutte contre le Covid-19 qui ravage les communautés urbaines et rurales.

L'épidémie a coûté la vie à plus de 300.000 personnes au total.

"Ce cyclone est un coup terrible pour de nombreuses personnes dans les districts côtiers dont les familles sont affectées par des contaminations et des décès dus au Covid-19", a déclaré mardi à aux médias le ministre du Développement de la région des Sundarbans au Bengale occidental, Bankim Chandra Hazra.

"Près d'un demi-million de personnes sont évacuées de leurs maisons dans la région côtière, c'est une gageure de leur fournir un abri (tout en) maintenant une distanciation physique" contre le Covid-19, a-t-il ajouté.

Certains centres de vaccination dans les districts côtiers du Bengale occidental et de Calcutta suspendront leurs opérations, ont indiqué des responsables.

Selon la Première ministre de l'Etat, Mamata Banerjee, les autorités s'efforçaient d'approvisionner les hôpitaux en stocks suffisants d'oxygène et de médicaments pour faire face aux besoins durant le passage de la tempête.

BRÉSIL

# L'un des mafieux les plus recherchés d'Italie arrêté

L'un des criminels les plus recherchés d'Italie, le chef de clan mafieux Rocco Morabito, en cavale depuis sa fuite rocambolesque en juin 2019 d'une prison uruguayenne où il attendait d'être extradé, a été arrêté lundi au Brésil.

Rocco Morabito, haut responsable de la 'Ndrangheta, la mafia calabraise spécialisée notamment dans le trafic de cocaïne, a été appréhendé à Joao Pessoa (Nord-Est) grâce à une "enquête conjointe entre le Brésil et l'Italie", a annoncé la Police fédérale brésilienne.

L'un de ses plus proches collaborateurs, Vincenzo Pasquino, présent à ses côtés, a également été arrêté. Une équipe de policiers italiens s'était rendue dimanche au Brésil en vue de l'arrestation de cet homme présenté comme "l'un des

plus importants narcotrafiquants" par Giovanni Bombardieri, chef du parquet de Reggio di Calabria, la capitale de la Calabre, lors d'une conférence de presse en ligne mardi. La ministre italienne de l'Intérieur Lucia Lamorgese a souligné dans un communiqué que "deux années d'enquêtes complexes et détaillées" avaient été nécessaires pour retrouver ce "dirigeant de la 'Ndrangheta", qui figure à la deuxième place dans la liste des criminels en fuite les plus recherchés d'Italie établie par son ministère. Selon Luiz Ungaretti, de la Police fédérale brésilienne, "ce qui a fait la différence, c'est la coopération internationale. C'est grâce aux échanges d'informations avec la police italienne que nous avons pu arrêter cet individu extrêmement dangereux".

CAMEROUN

# Cinq morts et une vingtaine de blessés dans un accident de la route

Au moins cinq personnes ont été tuées et une vingtaine blessées, mardi soir, dans un accident de bus à l'ouest du Cameroun, a indiqué un responsable local.

"Un bus de transport en commun, parti mardi soir du département des Bamoutos pour la ville Kékem, a fini sa course avec des passagers dans un ravin sur la falaise qui relie la commune de Santchou à Dschang, chef-lieu du département de la Menoua", a indiqué

gouverneur de l'Ouest, M. Fonka Awa. "Le bilan provisoire fait état d'au moins cinq morts et une vingtaine de blessés", a-t-il précisé ajoutant que les premiers éléments d'enquêtes ont révélé que l'accident a été causé par une défection du système de freinage du véhicule.

Environ 5 000 accidents sont enregistrés chaque année au Cameroun, selon les statistiques officielles du ministère des Transports.

## COVID-19

## L'Algérie a pris des mesures au plus haut niveau de l'Etat pour faire face à ce défi sanitaire (ministre)

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a affirmé, lors de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée mondiale de la santé, que l'Algérie avait pris des mesures "au plus haut niveau de l'Etat" pour faire face au défi sanitaire que représente la pandémie de la Covid-19.

L'Algérie qui n'a pas été épargnée à l'instar des pays de par le monde, a rapidement pris des mesures au plus haut niveau de l'Etat en vue de faire face à ce défi sanitaire, à travers notamment la création d'une cellule de crise intersectorielle présidée par le Premier ministre, d'une Commission de suivi et de coordination au ministère de la Santé et d'un Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, ainsi qu'à travers l'orientation des décisions de riposte à la Covid-19 et ce, en matière de prévention et de prise en charge", a rappelé le ministre.

A ce propos, M. Benbouzid a indiqué que l'Assemblée mondiale de la santé tient sa 74<sup>e</sup> session virtuellement dans le contexte de cette crise mondiale "induite par la pandémie de la Covid-19 depuis environ une année et demi et qui a eu des répercussions sanitaires et socio-économiques, à divers degrés, sur tous les Etats du monde".

Cette crise sanitaire a révélé, poursuit le ministre de la santé, "plusieurs insuffisances dans tous les systèmes de santé, y compris le système le mieux organisé et le plus efficace, ce qui nous montre que nous n'étions pas prêts à faire face à une catastrophe sanitaire de cette ampleur".

Cet engagement politique au plus haut niveau de l'Etat en Algérie, ajoute le Professeur Benbouzid, a permis de "prendre de fortes mesures ayant contribué à la stabilisation de la situation épidémiologique". "Nous devons tirer les enseignements de cette pandémie en vue d'asseoir de manière efficace des systèmes de santé plus souples et aptes à riposter à tout phénomène sanitaire inhabituel". Pour M. Benbouzid, il importe que chacun "fasse preuve d'esprit de solidarité dans ce contexte relatif à la vaccination contre la Covid-19 et d'en assurer un accès universel, à travers les mécanismes connus ou la coopération bilatérale ou multi-latérale", ajoutant que "la levée des brevets sur les vaccins permet une production plus élargie et une facilitation d'accès au vaccin dans les pays à revenu faible et qui connaissent une situation épidémiologique préoccupante".

Le ministre a rappelé, à l'occasion, que "l'Algérie partage la vision ambitieuse et déterminée du Directeur général, notamment les grands défis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) doit relever à l'avenir".

## BILAN CORONAVIRUS

## 285 nouveaux cas, 189 guérisons et 7 décès

Deux cent quatre vingt cinq (285) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 189 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mercredi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 127646 dont 285 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.440 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 88861 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 19 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 17 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 19 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 12 autres ont connu plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



## KHENCHELA

## Ouverture d'un service d'hémodialyse à l'hôpital de Bouhmama

Un service d'hémodialyse a été ouvert au sein de l'hôpital Houari Boumediene de la commune de Bouhmama (wilaya de Khenchela), a-t-on appris mardi auprès du directeur local de la santé et de la population (DSP).

Dans une déclaration à l'APS, Lazhar Mordjane a précisé que la mise en exploitation du service d'hémodialyse et de traitement de l'insuffisance rénale, équipé de cinq (5) appareils nécessaires à la prise en charge des malades, a été présidée par le wali, Ali Bouzidi.

Ce nouveau service est destiné à prendre en charge des dizaines de patients souffrant d'insuffisance rénale des différentes communes de la daïra de Bouhmama, a indiqué le même responsable, soulignant que cette initiative



aura pour objectif d'atténuer la pression exercée sur le service d'hémodialyse de l'hôpital de la commune de Kais.

Dotée également de matériel médical haut de gamme et d'une station de traitement des eaux, cette

structure de santé, a-t-il fait savoir, est encadrée par un personnel médical composé d'un néphrologue et de médecins généralistes ayant bénéficié d'une formation pratique visant à se familiariser avec l'usage des appareils d'hémodialyse, en plus

d'infirmiers et de techniciens de la santé.

L'ouverture de ce service d'hémodialyse au sein de l'hôpital de Bouhmama contribuera à améliorer les conditions de prise en charge de cette catégorie de malades qui bénéficient actuellement de séances d'hémodialyse au sein des hôpitaux Ali Boushaba et Ahmed Ben Bella, situés au chef lieu de wilaya et dans deux unités conventionnées privées, a précisé le DSP.

Dans ce même contexte, l'ouverture de ce genre d'unités à travers plusieurs infrastructures sanitaires publiques locales, permettra d'épargner le déplacement aux malades insuffisants rénaux, plus de 300 au niveau de la wilaya, vers les hôpitaux des daïras et des wilayas limitrophes, selon la même source.

## PROTECTION CIVILE

## Vers la création de quatre centres médicaux mobiles d'intervention en cas de catastrophes

Quatre (4) centres médicaux mobiles d'intervention en cas de catastrophes et incidents majeurs relevant de la protection civile seront créés au niveau national, a annoncé, mardi à Mostaganem, le sous-directeur des secours médicaux à la Direction générale de la Protection civile, Omar Benabdeslam. Dans une déclaration à l'APS en

marge d'un séminaire national sur les secours médicaux, Omar Benabdeslam a souligné que ces centres médicaux avancés qui peuvent être transportés par voie aérienne et déployés rapidement permettront aux unités de la protection civile d'intervenir dans les premières heures de la catastrophe ou l'accident et par

conséquent réduire le nombre de pertes humaines et augmenter les chances de secours. Le poste médical avancé d'Alger (centre) sera mis en service prochainement après que l'équipe qui compose ce dispositif de secours a été formée, a-t-il fait savoir, soulignant que les autres centres des wilayas d'Oran (ouest), Skikda (est) et Ouargla (sud) seront mis en place au courant de l'année 2022. Ce séminaire national de secours médicaux, qui regroupe des médecins principaux de la protection civile de 22 wilayas du Centre et de l'Ouest du pays, vise à organiser les secours médicaux au sein de la protection civile qui compte quelque 300 médecins, a-t-il indiqué.

Cette rencontre de deux jours prévoit des communications et des ateliers pour actualiser les informations au profit des participants à

ce premier regroupement national, améliorer l'organisation des secours de personnes en général et le secours médical en particulier surtout dans les zones éloignées.

Omar Benabdeslam a indiqué, dans ce contexte, que la Direction générale de la Protection civile a effectué dans les dernières dix années, plus de 65.000 consultations au niveau des zones désertées notamment au Sud et dans les Hauts plateaux pour rapprocher les secours médicaux des citoyens.

Ces caravanes médicales mobiles qui fournissent l'assistance aux citoyens lors des consultations et des médicaments sont devenues des missions de terrain que la Direction générale de la protection civile s'attelle à développer les années prochaines, a-t-il souligné.

APS

## COVID-19 - VACCINATION

## Le ministère de la Santé invite les citoyens à se présenter au niveau des structures de santé

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a invité lundi les citoyens désirant se faire vacciner contre la covid-19, à se présenter au niveau des structures de santé de proximité dédiées à cet effet.

"La priorité est accordée aux personnes âgées de plus de 60 ans et aux personnes présentant des comorbidités", précise le ministère dans un communiqué.

Une plateforme numérique est mise à la disposition des citoyens et accessible à cette adresse : [https://vac-covid19.sante.gov.dz:9580/rdvac/select\\_lang\\_form/](https://vac-covid19.sante.gov.dz:9580/rdvac/select_lang_form/). Le ministère rappelle, à ce titre, aux citoyens la nécessité de se munir d'une pièce d'identité le jour de leur vaccination.

"Même vaccinés, il est nécessaire de maintenir les mesures barrières, à savoir le lavage des mains, la distanciation physique et le port du masque", souligne encore le ministère.

Lancée fin janvier en Algérie, la campagne de vaccination contre la covid-19 est placée sous le slogan "Faites-vous vacciner et dites aux autres: moi j'ai fait mon vaccin, et toi ?".

# PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

## BILAN DANS LE MONDE

### La pandémie a fait au moins 3.487.457 morts

Le Covid-19 a fait au moins 3.487.457 morts dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan annoncé mercredi par des sources officielles.

Plus de 167.754.610 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois. L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé. Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays. Sur la journée de mardi, 11.663 nouveaux décès et 546.169 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enre-



gistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 4.157 nouveaux morts, le Brésil (2.173) et les Etats-Unis (644).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec

590.941 décès pour 33.166.511 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 452.031 morts et 16.194.209 cas, l'Inde avec 311.388 morts (27.457.795 cas), le

Mexique avec 221.960 morts (2.399.790 cas), et le Royaume-Uni avec 127.739 morts (4.467.310 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la Hongrie est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 306 décès pour 100.000 habitants, suivi par la République tchèque (281), la Bosnie (279), la Macédoine du Nord (256) et la Bulgarie (252).

L'Europe totalise 1.126.789 décès pour 52.579.556 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 1.015.601 décès (32.150.596 cas), les Etats-Unis et le Canada 616.243 décès (34.530.266 cas), l'Asie 457.739 décès (35.190.406 cas), le Moyen-Orient 141.069 décès (8.476.600 cas), l'Afrique 128.920 décès (4.779.337 cas), et l'Océanie 1.096 décès (47.857 cas).

## ETATS-UNIS

### Seul un très petit nombre de personnes vaccinées infectées, selon une étude

Environ 0,01% des personnes entièrement vaccinées contre le Covid-19 entre janvier et avril ont ensuite été infectées par le virus, révèle une étude du gouvernement américain publiée mardi, confirmant la très grande efficacité des vaccins.

"Même si les vaccins autorisés sont hautement efficaces", des cas rares de contaminations étaient "attendus, en particulier avant que l'immunité de la population n'atteigne un niveau suffisant pour réduire davantage la transmission", explique le rapport des Centres américains de lutte et de prévention des maladies (CDC).

L'étude porte sur les 101 millions de personnes qui étaient entièrement vaccinées aux Etats-Unis entre le 1er janvier et le 30 avril.

En tout 10.262 contaminations ont été rapportées deux semaines ou plus après l'injection de la deuxième dose ou de l'unique dose des vaccins autorisés par l'Agence américaine des médicaments (FDA), c'est-à-dire Pfizer, Moderna et Johnson & Johnson.

Parmi ces infections, 6.446 soit 63% des cas ont concerné des femmes, et l'âge médian des patients était de 58 ans. 2.725 des personnes contaminées étaient asymptomatiques, 706 ont dû être hospitalisées et 132 sont décédées pour des raisons liées au Covid-19. Dans l'ensemble, 0,01% des personnes entièrement vaccinées ont malgré tout été infectées par le virus, 0,0007% d'entre elles ont été hospitalisées, et 0,0001% sont décédées.

Selon les CDC, le nombre d'infections après vaccination est certainement plus élevé, les cas asymptomatiques n'étant le plus souvent pas diagnostiqués. Dans 5% des cas d'infections, le génome du virus a pu être séquencé, montrant que le principal variant à l'origine des infections était celui d'abord identifié au Royaume-Uni, le B.1.1.7.

L'étude a été menée lorsque les Etats-Unis faisaient face à une flambée de contaminations, avec près de 355.000 cas détectés la dernière semaine d'avril, selon les CDC. "Le nombre de cas de Covid-19, d'hospitalisations et de décès qui vont être évités chez les personnes vaccinées dépassent largement" le nombre de ces cas rares d'infections, notent les auteurs de l'étude. Les CDC ont changé le 1er mai leur surveillance de ce type d'infections chez la population vaccinée, ne répertoriant désormais que les cas de maladie sévère et les morts.

Une décision critiquée par certains scientifiques qui déplorent la perte de données essentielles. Près de 164 millions de personnes, soit 50% de la population américaine, ont reçu au moins une dose de vaccin, tandis que 39% sont entièrement vaccinées.

## BRÉSIL

### Le seuil des 450.000 morts du covid-19 dépassé

Le Brésil a dépassé mardi le seuil des 450.000 morts de Covid-19, révèle le dernier bilan du ministère de la Santé.

Au total, 452.031 décès ont été recensés depuis mars 2020, dont 2.173 lors des dernières 24 heures, des chiffres officiels largement sous-évalués selon les spécialistes.

Ce pays de 212 millions d'habitants, le deuxième le plus endeuillé au monde derrière les Etats-Unis, compte aussi 16 millions de cas confirmés de contaminations, dont plus de 73.000 en une seule journée. La moyenne de décès quotidiens sur sept jours, qui était supérieure à 3.000 à la mi-avril, est passée sous les 2.000 un mois plus tard, pour rester stable autour de 1.900 depuis dix jours.

Mais ce qui préoccupe le plus les épidémiologistes est la hausse constante de la moyenne d'infections quotidiennes depuis le début du mois de mai avec son

impact prévisible sur le nombre de morts dans les semaines à venir.

Cette hausse pourrait être directement liée au fait que les autorités sanitaires des différents Etats du Brésil ont commencé à assouplir les restrictions il y a un mois, quand le nombre de décès amorçait une légère baisse.

Selon le dernier bulletin épidémiologique de la Fiocruz, institut de référence en santé publique, le risque de troisième vague est réel, les courbes de la pandémie étant déjà en hausse dans huit des 27 Etats du Brésil, et stables dans dix autres. La propagation du virus pourrait être favorisée par le début le mois prochain de l'hiver austral, avec des températures plus basses, notamment dans le sud du pays. Quelque 42,7 millions de personnes ont reçu une dose de vaccin, soit 20,14% de la population et 21 millions les deux doses (9,9%). Autre source d'inquiétude: les premiers

cas du variant indien identifiés jeudi dernier dans l'Etat du Maranhao (nord-est), sur six membres d'équipage arrivés à bord d'un cargo battant pavillon de Hong Kong. La transmission locale de ce variant n'a pas encore été confirmée, mais des cas suspects ont déjà été recensés dans les Etats voisins du Ceara et du Para. La menace d'une troisième vague ne semble pas préoccuper le président d'extrême droite Jair Bolsonaro, qui a pris la tête dimanche d'un défilé de plusieurs milliers de motards à Rio de Janeiro, suivi d'un bain de foule sans masque. Il a assuré que le Brésil vivait la "fin de la pandémie" et a fustigé les mesures de restrictions prises par les gouverneurs. Depuis trois semaines, une commission d'enquête du Sénat se penche sur les "omissions" du gouvernement durant la crise sanitaire, gérée de façon irresponsable pour la plupart des spécialistes.

## CUBA

### Plus de 135.000 cas, plus de 900 décès au total

Cuba a signalé 1.291 nouvelles infections à la COVID-19 et 11 décès supplémentaires en une journée, atteignant 135.499 cas et 901 décès, a annoncé mardi le ministère de la Santé publique. La capitale La

Havane a enregistré 570 nouveaux cas et continue d'avoir le taux d'incidence le plus élevé du pays, a de son côté déclaré le directeur de l'hygiène et de l'épidémiologie du ministère, Francisco Duran, lors de son rapport

quotidien sur l'épidémie de COVID-19. Le responsable a également annoncé une série de nouvelles mesures à compter du 5 juin en raison de l'augmentation des cas au cours des dernières semaines, en particulier

chez les Cubains se rendant à la station balnéaire de Varadero. A noter que les Cubains qui reviennent sur l'île par les aéroports devront être placés en quarantaine pendant sept jours dans des installations touristiques.

## VARIANT INDIEN

### Détecté dans au moins 53 territoires

Le variant du coronavirus détecté en Inde pour la première fois a été officiellement signalé dans 53 territoires, a annoncé mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans un rapport.

L'OMS a en outre reçu des informations, provenant de sources non officielles, selon lesquelles le variant B.1.617 a été trouvé dans sept autres territoires, d'après les chiffres de la mise à jour épidémiologique hebdomadaire de l'agence de santé des Nations unies, portant le nombre total à 60.

Selon le rapport, ce variant B.1.617 manifeste une transmissibilité accrue

tandis que la gravité des cas concernée est en cours d'étude.

Le nombre de nouveaux cas et de décès du Covid-19 a continué de décroître la semaine passée avec plus de 4,1 million de nouveaux cas et 84.000 décès supplémentaires, soit des baisses respectives de 14% et 2% par rapport à la semaine précédente.

La région Europe de l'OMS est celle qui a enregistré le recul le plus fort de contaminations et de décès sur les sept jours écoulés, suivie par l'Asie du Sud-Est. Le nombre de cas constatés dans les Amériques, la Méditerranée orientale et la région Afrique est similaire à

celui de la semaine précédente. "Malgré une tendance mondiale à la baisse ces quatre dernières semaines, les cas de Covid-19 et les décès restent élevés et des hausses significatives ont été répertoriées dans nombre de pays à travers le monde", précise le document.

Les chiffres les plus élevés en ce qui concerne les nouveaux cas enregistrés sur les sept derniers jours proviennent d'Inde (1.846.055, en baisse de 23%), d'Argentine (213.046, en hausse de 41%), les Etats-Unis (188.410, en baisse de 20%) et la Colombie (107.590, en baisse de 7%).

## VACCINS

### L'EMA se prononce vendredi sur une autorisation de Pfizer pour les 12-15 ans

L'Agence européenne du médicament (EMA) se prononcera vendredi sur l'autorisation du vaccin de Pfizer/BioNTech pour les 12-15 ans, a déclaré le régulateur européen. S'il est approuvé, le sérum sera le premier vaccin à obtenir le feu vert de l'EMA pour être administré aux jeunes dans les 27 pays de l'Union européenne (UE). Pour le moment, son autorisation est limitée aux personnes de plus de 16 ans. L'EMA tiendra vendredi une conférence de presse pour partager les "résultats d'une réunion extraordinaire de son comité des médicaments à usage humain (...) à propos des indications pédiatriques du vaccin Comirnaty", a déclaré l'agence dans un communiqué, relayé par des médias. Comirnaty est le nom commercial du vaccin anti-Covid 19 développé par le géant pharmaceutique américain Pfizer et le laboratoire allemand BioNTech. L'agence américaine des médicaments (FDA) a déjà autorisé le vaccin Pfizer pour les 12-15 ans. La directrice exécutive de l'EMA Emer Cooke avait annoncé début mai que le régulateur, basé à Amsterdam, allait mener une évaluation accélérée des données transmises par les développeurs de vaccins pour son autorisation aux 12-15 ans.

# CORS, ONGLES INCARNÉS, PROBLÈMES DE PIEDS : QUAND CONSULTER ?

*Cors, oignons, durillons ou ongles incarnés... peuvent rendre la marche plutôt douloureuse. Comment faire pour ne plus souffrir des pieds, et quand faut-il consulter ?*

## CORS, DURILLONS, OËIL DE PERDRIX : NE PAS ATTENDRE D'AVOIR MAL AUX PIEDS

Soumise à des pressions ou des frottements répétés, la peau des pieds a tendance à fabriquer de la "corne". On parle de cor, quand celle-ci siège sur le dessus des orteils, de durillon quand elle se développe sous la plante des pieds et d'œil-de-perdrix, quand le cor se développe entre les orteils.

### Quand faut-il consulter ?

Si le cor commence à faire mal, les podologues déconseillent de tenter d'appliquer soi-même un corricide vendu librement en pharmacie : "Souvent, ils rongent la peau saine en même temps que la peau morte, constate Muriel Montevent, avec des conséquences parfois dramatiques chez le diabétique, alors qu'un pédicure va résoudre le problème en une seule séance. C'est exactement la même chose pour les verrues plantaires, à faire enlever par le dermatologue ou le podologue.

## MYCOSE DES ONGLES : NE SURTOUT PAS TARDER À TRAITER

Strié, jaunâtre, qui s'épaissit, voire qui se déforme : rien de plus moche qu'un ongle attaqué par l'onychomycose. Le pire, c'est que le champignon microscopique qui le parasite se montre très



résistant et contagieux. Plus il est précoce, plus le traitement antimycose est efficace, à condition de le poursuivre sans faillir jusqu'au bout. Et c'est là que le bât blesse... Car il suffit de faire l'impasse quelques jours, ou pire durant toute la belle saison, parce qu'on préfère arborer un beau vernis coloré qui cache la misère, et voici que l'ennemi reprend du poil de la bête et échappe à notre contrôle.

### Quand faut-il consulter ?

Si au bout de six mois, on n'a pas

délogé l'intrus et surtout quand l'ongle atteint est devenu très épais. "Un produit appliqué dans ces conditions n'aura que 10 % d'efficacité, explique Cécile Blanchet-Richardot, pédicure-podologue. Alors que si un professionnel prépare le terrain enlevant toute la partie de l'ongle rongée, le traitement va beaucoup mieux pénétrer. "Une opération à renouveler tous les trois mois, deux ou trois fois, le temps de repousse d'un ongle complet. Si tous les ongles sont atteints, on, que les dégâts remontent

jusqu'à la matrice, le pédicure orientera vers le médecin traitant ou un dermatologue afin qu'il prescrive un traitement oral en complément des soins locaux.

## ONGLE INCARNÉ : COUPER AU CARRÉ

### Quand faut-il consulter ?

Si la peau gonfle, devient rouge, que la douleur augmente. Généralement le podologue "rattrape le coup" en une séance et il intercale un petit bout de compresse (méchage) pour guider la repousse. Si

nécessaire, il peut aussi atténuer la courbure de l'ongle grâce à de l'orthonyxie (comme le fait l'orthodontie pour les dents). Cette correction indolore, à l'aide de résine ou de fils de titane, prend trois à douze mois et restreint les cas où une petite chirurgie demeure nécessaire.

## HALLUX VALGUS : AGIR AVANT QUE LA DÉFORMATION SOIT PLUS DOULOUREUSE

L'hallux valgus est une déviation progressive et en partie héréditaire de la base du gros orteil vers l'extérieur. Mais, si elle touche les femmes plus de neuf fois sur dix, c'est aussi parce que "l'ignon" est favorisé par les chaussures trop hautes (+ 6 cm de talon), trop serrées et trop pointues.

### Quand faut-il consulter ?

Parfois la déviation demeure modérée et peu gênante. Même si elle n'est pas idéale esthétiquement, aucun chirurgien orthopédiste ne s'y attaquera dans ce cas. En revanche, un podologue pourra éventuellement confectionner des semelles qui aideront à limiter la déformation. Si celle-ci prend tellement d'importance que se chauffer devient quasi impossible ou que la douleur ne cède plus, il ne reste plus qu'à prendre rendez-vous avec un chirurgien orthopédiste.

## LES TRAITEMENTS POUR UNE MYCOSE DES PIEDS OU DES ONGLES

Ça vous démange entre les orteils ? Vous feriez bien d'y regarder d'un peu plus près. Des champignons se sont peut-être installés entre vos doigts de pied. En appliquant un antifongique, vous devriez réussir à vous débarrasser de ces dermatophytes. C'est en effet cette famille de champignons qui est la plus souvent la cause des mycoses. Des rougeurs apparaissent, la peau démange et a tendance à se fendiller. On appelle cette infection l'intertrigo ou encore le pied d'athlète parce que les sportifs développent couramment cette infection. Mais ils ne sont pas les seuls, les porteurs de chaussures de sport à longueur d'année ne sont pas les derniers à être atteints.

### Lamisilate® monodose 1%

Il est efficace dans 85% des cas. En pharmacie, sans ordonnance.

Mode d'emploi : une seule application est préconisée. Se laver et se sécher soigneusement les pieds puis bien répartir le produit sur les deux pieds, entre les orteils, sur la voûte plantaire et sur les côtés, sans frotter ni masser. Attendre 1 ou 2 minutes avant de remettre ses chaussettes. Ne pas se laver ni se mouiller les pieds dans les 24 h qui suivent.

Coût : de 9,50 à 12€ en pharmacie. Réserve à l'adulte.

Bon à savoir : ne pas tarder à réagir car l'infection peut finir

par gagner les ongles.

Il existe aussi du Lamisilate® davantage dosé, disponible uniquement sur ordonnance.

L'ordonnance homéopathique contre la mycose des pieds : prendre Graphites 15CH, 3 granules 3 fois/jour.

On l'appelle une onychomycose. Elle se développe plus souvent au niveau des ongles des pieds. Les signes ? Ils changent de couleur, se décollent et s'épaississent.

Si l'atteinte est très limitée, l'application d'un gel ou d'un vernis antifongique peut suffire.

Si elle est plus étendue, vous devez peut-être prendre en plus un traitement antifongique par voie orale.

### Mycoester® 8% vernis

En pharmacie, sans ordonnance.

Possologie : 1 application, le soir. La durée du traitement varie selon les cas. Se renseigner auprès de votre médecin ou de votre pharmacien.

Coût : 14,50€ le flacon de 3ml avec pinceau. Remboursé à 35% sur ordonnance.

### Loccryl® vernis

En pharmacie, sur ordonnance.

Mode d'emploi : appliquer la solution après avoir lavé la zone à traiter. Nettoyer la spatule, à l'aide d'un dissolvant,

après avoir traité chaque ongle.

Possologie : à 2 applications par semaine pendant plusieurs mois.

Coût : 30€ le flacon de 2,5ml avec 10 spatules. Remboursé à 35%.

Contre-indications : ce médicament est déconseillé chez l'enfant.

### Lamisil® comprimés

En pharmacie, sur ordonnance.

Possologie : 1 comprimé par jour au cours de repas pendant plusieurs mois.

Coût : 32€ les 14 comprimés. Remboursé à 65%.

Contre-indications : insuffisance hépatique ou rénale sévère.

L'ordonnance homéopathique contre la mycose des ongles : prendre Antimonium crudum 9CH, 3 granules 3 fois/jour.

Avant de débuter un traitement, il est recommandé de consulter. Votre médecin réalisera au besoin un prélèvement pour s'assurer qu'il s'agit bien d'une mycose. Si c'est le cas, il vous prescrira le traitement le plus adapté.

Il est aussi important de bien prendre le traitement pendant toute la durée de la prescription. Si l'on se soigne mal, on "extort" le champignon mais il est toujours là et referra parler de lui tôt ou tard !



## UA - NEPAD

## L'Algérie prend part à la réunion du Comité d'Orientation du NEPAD

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Chakib Rachid Kaid, a pris part, mardi, par visioconférence, aux travaux de la réunion de Haut Niveau du Comité d'Orientation du NEPAD, indique le ministère dans un communiqué.

Outre l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda économique et social de l'Afrique, cette rencontre a examiné le suivi et la réponse continentale à la pandémie du Covid-19 et a discuté des voies et moyens à même de renforcer la résilience de l'Afrique face à cette crise sanitaire, précise le communiqué.

La réunion a également arrêté les critères devant régir la désignation du nouveau Directeur Exécutif

de l'Agence de Développement de l'Union Africaine (AUDA-NEPAD), ajoute le ministère des Affaires étrangères. Bâti sur les principes de partenariat et de leadership africain, le NEPAD, sous l'impulsion de son Comité d'Orientation, a permis à l'Afrique de s'approprier son Agenda de développement de manière significative grâce à une meilleure coopération avec ses différents partenaires.

Lancé en 2001 dans le cadre de la renaissance africaine, le NEPAD, dont l'Algérie est membre fondateur, s'est attelé à réunir les conditions nécessaires en vue d'accélérer l'intégration régionale de l'Afrique, d'éradiquer la pauvreté ainsi que de réaliser une croissance économique durable et inclusive.

## PARLEMENT PANAFRICAIN

## Election de l'Algérie à la présidence du Groupe géopolitique de l'Afrique du Nord

Le Parlement algérien a été élu à la présidence du Groupe géopolitique de l'Afrique du Nord au Parlement panafricain (PAP), le Parlement de la RASD à la vice-présidence du Groupe et le Parlement tunisien au poste de rapporteur, a indiqué mardi le Conseil de la nation dans un communiqué.

"Dans le cadre des travaux de la 4ème session ordinaire de la cinquième législature du PAP, le Groupe géopolitique de l'Afrique du Nord s'est réunie mardi 25 mai 2021 pour discuter des candidatures présentées au nom du Groupe en vue d'occuper des postes au sein des instances et commissions du PAP", précise la même source.

Il a été convenu de "proposer la candidature d'un membre du Parlement mauritanien et d'un autre membre du Parlement libyen au poste de vice-président du PAP, en attendant la tenue du vote en plénière". Lors de la première réunion du Groupe géopolitique de l'Afrique du Nord, sous la présidence de l'Algérie, l'ambassadeur adjoint de l'Etat de Palestine en Afrique du Sud a été autorisé à "solliciter le soutien du Groupe pour permettre



à la Palestine d'obtenir le statut d'observateur auprès du PAP".

Les parlementaires africains ont fait part de "leur soutien au droit inaliénable du peuple palestinien à l'instauration de son Etat avec Al-Qods pour capitale", a indiqué le communiqué. A noter que le

continent célèbre la Journée mondiale de l'Afrique, coïncidant avec la création de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), le 25 mai 1963, une occasion pour organiser des manifestations visant à consolider le rapprochement entre les peuples africains.

## MALI

## Le Conseil de sécurité de l'ONU tient une réunion d'urgence

Le Conseil de sécurité de l'ONU tient mercredi une réunion d'urgence sur le Mali, après l'arrestation lundi du président de la transition, Bah N'daw, et de son Premier Ministre, Moctar Ouane, par des militaires.

Cette réunion qui se tient à huis clos par visioconférence a été convoquée par la France et le groupe A3+1 (Kenya, Niger, Tunisie et Saint-Vincent-et-les Grenadines). Il est attendu que le nouveau représentant spécial et chef de la Mission multidimensionnelle intégrée de l'ONU pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), El-Ghassim Wane, informe le Conseil de sécurité sur les développements dans ce pays sahélier après le coup de force opéré par l'armée contre les autorités de la transition.

Il s'agit de son premier briefing à ce titre. Selon des sources proches du Conseil de sécurité, Wane informera les membres du Conseil de sécurité de l'évolution de la situation sur le terrain et réitérera les messages de la déclaration conjointe du Comité de suivi de la transition sur la nécessité de rétablir les dispositions transitoires au Mali sous une direction civile.

La réunion pourrait être sanctionnée par une déclaration présentée par la France, porte-plume des résolutions sur le Mali au Conseil de sécurité.

Mardi, le vice-président de la transition, le colonel Assimi Goïta, a indiqué avoir déchargé de leurs prérogatives le président et le Premier ministre de transition, les accusant d'avoir violé la charte de la transition.

Dans une déclaration lue à la télévision publique, le colonel Goïta a reproché à Bah N'daw et à Moctar Ouane d'avoir formé un nouveau gouvernement sans se concerter au préalable avec lui, bien qu'il soit en charge de la défense et de la sécurité. Assimi Goïta a également indiqué

que "le processus de transition suivra son cours normal et que les élections prévues se tiendront courant 2022".

Mardi, la communauté internationale a condamné "le coup de force" au Mali et exigé la libération immédiate et sans conditions du président de la transition, et de son Premier ministre.

L'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM) a déclaré, ce mardi dans un communiqué, condamner "toute prise de pouvoir par la force", et décider de suspendre son mot d'ordre de grève qui a débuté lundi, compte tenu de la nouvelle crise politique qui secoue le pays. Elle a justifié cette décision par "l'absence d'interlocuteurs fiables devant la nécessité de la concertation pour restaurer la confiance et renforcer la paix sociale".

Tout en exhortant les travailleurs à reprendre le travail demain mercredi, la centrale syndicale a assuré poursuivre les discussions afin de trouver "un mécanisme susceptible de déboucher sur la résolution définitive et diligente du traitement des doléances et de l'application des accords conclus".

Réagissant à l'éviction du président de transition et de son Premier ministre annoncée ce mardi par un communiqué du vice-président, l'UNTM a condamné "toute

algérienne dans un communiqué. De son côté, le SG de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé "au calme" au Mali et à la "libération inconditionnelle" de ses dirigeants civils. Dans un communiqué commun, le Comité de suivi de la transition composé notamment de la mission des Nations unies au Mali (MI-

NUSMA), de la Communauté des Etats ouest-africains (Cédéao), de l'Union africaine, et de l'Union européenne ont appelé à "la libération immédiate et inconditionnelle" des dirigeants de la transition, en rappelant que les militaires qui les détiennent seront tenus "personnellement responsables de leur sécurité".

## L'UNTM condamne "la prise du pouvoir par la force" et suspend son mot d'ordre de grève

prise de pouvoir par la force". Néanmoins, elle a déclaré avoir pris acte du "changement intervenu dans le but de la rectification de la trajectoire de la transition".

Lundi, suite à la publication de la liste des membres du nouveau gouvernement de transition formé par le Premier ministre Moctar Ouane, les militaires ont pris le président de transition Bah N'Daw et son Premier ministre dans le camp militaire à Kati.

Selon un communiqué publié ce mardi par l'homme fort de l'ex-Comité national pour le salut du peuple (CNSP), le colonel Assimi Goïta, également vice-président de transition malien, il a été forcé à placer hors de leurs prérogatives le président de transition et le Premier ministre, afin de "présERVER la Charte de transition et défendre la République".

Le colonel Goïta a également déploré que l'arrestation de ces deux personnalités politiques "est consécutive à une crise de plu-

sieurs mois au plan national marquée par des grèves et manifestations diverses des acteurs sociaux et politiques". Mais sa décision est largement contestée par la communauté internationale soutenant la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dont le médiateur est arrivé ce mardi à Bamako.

"Nous sommes ici en raison des tous derniers développements que le Mali a connus par rapport à la transition.

Nous avons estimé qu'il était très important de nous rendre ici en tant que médiateurs pour écouter les différentes parties", a confié à la presse Goodluck Jonathan à son arrivée dans la capitale malienne.

"A cette étape, nous ne pouvons rien dire de définitif à la presse. Nous allons d'abord nous entretenir avec les militaires, la société civile et les autres forces vives de la nation pour savoir de quoi retourner la situation concrètement", a-t-il ajouté.

## La médiation ouest-africaine autorisée à rencontrer les dirigeants arrêtés

Le médiateur ouest-africain Goodluck Jonathan a été autorisé par le colonel Assimi Goïta, à rencontrer mercredi le président et le Premier ministre de transition, arrêtés lundi par les militaires, a indiqué une source proche de la médiation.

"Nous avons obtenu le feu vert pour rencontrer mercredi le président de transition (Bah N'daw) et son Premier ministre" Moctar Ouane, a déclaré à la presse dans la nuit de mardi à mercredi cette source au courant des pourpar-

lers ayant requis l'anonymat. Elle s'exprimait à l'issue d'une rencontre à Bamako entre le vice-président de transition, le colonel Assimi Goïta, et la délégation emmenée par Goodluck Jonathan. L'ex-président nigérian a été envoyé mardi dans la capitale malienne pour une nouvelle mission de bons offices par la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Il est arrivé au lendemain de l'arrestation par les militaires du président et du Premier mi-

nistre de transition et de plusieurs hauts personnages de l'Etat. "Nous avons expliqué les raisons de la mise sur la touche du président de transition et de son Premier ministre", a déclaré à un membre du cabinet du vice-président Goïta s'exprimant également sous le couvert de l'anonymat. "Nous maintenons les élections pour l'année prochaine", a-t-il souligné, en précisant que d'autres rencontres avec les médiateurs internationaux étaient prévues. Assimi

Goïta, chef des putschistes qui ont renversé l'an dernier le président Ibrahim Boubacar Keïta, "nous a donné les raisons de l'intervention lundi de lui et de ses hommes", a confirmé un membre de la délégation de M. Jonathan. "Nous sommes là pour aider nos frères maliens à trouver une solution à la crise, mais il est clair que la Cédéao pourrait rapidement, lors d'un prochain sommet, annoncer des sanctions", a-t-il ajouté.

## ONU L'ancien patron des armées sénégalaises nommé conseiller militaire au DPO

L'ancien Chef d'Etat-major général des armées sénégalaises (CEMGA), le général de corps d'armée aérienne Birame Diop a été nommé ce mardi au poste de conseiller militaire au Département des opérations de paix (DPO) des Nations Unies, a annoncé le ministère sénégalais des Affaires étrangères.

L'ancien CEMGA succède au lieutenant-général Carlos Humberto Loitey de l'Uruguay, a ajouté le ministère dans un communiqué.

Selon le texte, le général Diop sera accompagné du général de division Maureen O'Brien, d'Irlande, qui a été nommé par le Secrétaire général au poste de conseiller militaire adjoint.

Le ministère sénégalais des Affaires

étrangères a qualifié la nomination du général Diop de "brillante victoire diplomatique" acquise grâce à l'engagement du président sénégalais.

Birame Diop a été adjoint et chef des opérations aériennes à la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo de 2002 à 2003 et a mené une brillante carrière dans les forces armées sénégalaises.



## SYRIE Présidentielle : début des opérations de vote

Les électeurs ont commencé mercredi à affluer aux bureaux de vote dans différents gouvernorats en Syrie pour élire leur président lors d'un scrutin présidentiel au cours duquel le président sortant Bachar al-Assad devrait affronter Mahmoud Mareï, et Abdallah Salloum Abdallah.

Les électeurs ont commencé à arriver aux bureaux de vote dans les différents gouvernorats à partir du 07h00 pour exercer leur droit constitutionnel de choisir leur candidats, selon l'agence de presse syrienne (SANA).

Quelque 12 102 centres électoraux avaient été créés dans toutes les villes et régions du pays.

Le nombre des citoyens qui ont le droit de voter avait atteint 18.107.109. Les Syriens de l'étranger ont commencé à voter le 20 mai. Trois candidatures ont été validées. Outre celle du président sortant Bachar al-Assad, celle de l'ancien ministre Abdallah Salloum Abdallah et celle de Mahmoud Mareï.



Mahmoud Mareï a notamment participé aux négociations organisées sous l'égide de l'ONU à Genève pour tenter de trouver une issue au conflit en Syrie en tant que représentant de l'opposition. La présidentielle du 26 mai intervient dans un contexte d'effondrement éco-

nomique, marqué par une dégringolade de la monnaie syrienne face au dollar et une forte inflation.

"Le scrutin sera le deuxième organisé depuis le début en 2011 d'un conflit dévastateur qui a fait plus de 388.000 morts.

## IRAN Présidentielle : Rohani demande au Guide plus de "concurrence" à la présidentielle de juin

Le président iranien Hassan Rohani a demandé mercredi au guide suprême Ali Khameneï d'intervenir en vue d'assurer une plus grande "concurrence" à la présidentielle de juin.

"Le cœur des élections, c'est la concurrence. Si vous enlevez cela, vous avez un cadavre", a déclaré M. Rohani, au lendemain de l'annonce du rejet des candidatures de son premier vice-président Eshaq Jahangiri et d'un de ses principaux alliés, Ali Larjani. "J'ai écrit au Guide su-

prême hier lui demandant s'il peut aider sur ce point", a ajouté M. Rohani, lors d'une allocution télévisée au Conseil des ministres. Chargé d'examiner les dossiers de quelque 600 candidats au scrutin du 18 juin, le Conseil des gardiens de la Constitution, organe non élu chargé du contrôle de l'élection, en a autorisé sept à concourir.

La liste officielle des candidats, qui compte cinq ultraconservateurs, a été publiée mardi par le ministère de l'Intérieur, comme le veut

la loi électorale. A la surprise générale, ce Conseil a invalidé M. Larjani, ancien président du Parlement et conseiller de M. Khameneï, ainsi que M. Jahangiri, parmi d'autres noms connus, semblant offrir la victoire sur un plateau au chef du pouvoir judiciaire, l'ultraconservateur Ali Raïssi. Alors que les rares projections disponibles laissent présager d'une très forte abstention à la présidentielle du 18 juin (après le taux record de 57% enregistré lors des législatives de février 2020), M. Rohani,

qui ne peut se représenter, s'est inquiété d'un manque de mobilisation populaire le jour du scrutin, qui serait préjudiciable à "l'intérêt du pays". L'ayatollah Khameneï plaide depuis des semaines pour une participation "massive" et "révolutionnaire" le 18 juin.

En 2005, son intervention avait conduit le Conseil des gardiens de la Constitution à finalement valider deux hommes politiques dont ils avaient d'abord rejeté les candidatures à la présidentielle.

## RUSSIE Poutine ordonne un état d'alerte élevée de l'armée face aux menaces

Le président russe Vladimir Poutine a ordonné mardi aux forces armées du pays de rester en état d'alerte élevée en raison des menaces à la sécurité.

"La situation internationale complexe et les menaces potentielles pour la sécurité militaire de la Russie, notamment à proximité immédiate de nos frontières, exigent une préparation au combat constante et élevée", a déclaré M. Poutine lors d'une réunion avec des responsables du ministère de la Défense à Sochi.

Selon le président russe, malgré les défis causés par la pandémie, tous les événements d'entraînement programmés ont été organisés comme prévu et les unités militaires ont montré un haut niveau de préparation au combat. L'armée et la marine russes sont en train d'acquiescer des équipements et des armements militaires modernisés, ce qui peut substantiellement "renforcer le potentiel de la triade nucléaire", a-t-il ajouté. M. Poutine a également noté

que les capacités militaires de la marine avaient été améliorées grâce au missile de croisière longue portée Kalibr et que les tests du missile hypersonique Zircon en étaient à leur dernière étape. "Nous prévoyons de continuer à améliorer la structure et la composition de l'armée et de la marine grâce à un approvisionnement actif en armes modernes, en équipements militaires et spéciaux... et à travers le soutien des entreprises de défense", a-t-il enfin indiqué.

## AFGHANISTAN Les talibans mettent en garde les voisins contre la construction de bases américaines

Les talibans ont mis en garde mercredi les voisins de l'Afghanistan, leur demandant de ne pas accepter que les Etats-Unis construisent des bases sur leurs territoires, affirmant que leurs combattants mettraient le cas échéant en échec "une telle erreur historique".

Washington a engagé le retrait de ses troupes d'Afghanistan, après 20 ans d'engagement militaire dans ce pays dont la situation sécuritaire reste très précaire.

Des informations publiées ces derniers jours dans des médias afghans faisaient état de la volonté des Etats-Unis de disposer d'une base dans la région, leur permettant d'intervenir dans l'avenir en Afghanistan en cas de besoin.

"Nous demandons instamment aux pays voisins de ne pas le permettre à qui ce soit", indiquent les talibans dans un communiqué, relayé par des médias.

"Nous avons répété à maintes reprises que notre sol ne sera pas utilisé contre la sécurité d'autres pays et nous attendons de même que les autres pays ne permettent pas que leur territoire et leur espace aérien ne soient pas utilisés contre nous", ajoutent-ils.

Plusieurs des voisins de l'Afghanistan avaient autorisé, au début des années 2000, l'armée américaine à utiliser leurs bases aériennes pour leurs opérations en Afghanistan.

Mercredi, le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Shah Mehmood Qureshi, a balayé devant le Sénat les allégations de plusieurs médias évoquant un nouvel accord militaire avec Washington.

"Ces informations n'ont aucun fondement.

Le Pakistan, sous l'autorité d'Imran Khan (le Premier ministre, ndr) n'autorisera jamais les Américains à disposer d'une base sur notre sol".

Les Etats-Unis et les talibans ont signé en février 2020 au Qatar un accord historique prévoyant le retrait des forces étrangères du pays.

Les Etats-Unis doivent avoir retiré leurs 2.500 militaires encore présents en Afghanistan d'ici au 11 septembre, le jour anniversaire des attentats de 2001.

Les Etats-Unis étaient intervenus en Afghanistan dans la foulée de ces attentats contre les tours jumelles de New York et le Pentagone. Ils ont chassé du pouvoir les talibans, accusés d'avoir accueilli Al-Qaïda responsable des attentats.

## LE FESTIVAL TOULOUSAIN RIO LOCO Hommage à Rachid Taha et célébration de l'Afrique

Le festival toulousain Rio Loco, prévu cette année du 13 au 20 juin dans une configuration "adaptée" à la crise sanitaire, rendra hommage à Rachid Taha et sera entièrement dédié au continent africain, ont annoncé mardi les organisateurs.

Animée notamment par une pléiade d'artistes représentant une vingtaine de pays africains, la 26e édition de ce festival a inscrit à son programme, un concert en hommage au chanteur algérien de Pop-Rock, Rachid Taha, disparu en 2018.

Parmi les artistes attendus à ce festival, Amadou & Mariam, Fatoumata Diawara, Ayo, Gaël Faye, Ray Lema, Wasiss Diop, Gaël Faye, Pongo, James

BKS, Kolinga et Blick Bassy.

S'étalant sur huit jours, au lieu des quatre habituels, le festival, annulé en 2020, prévoit d'accueillir dans le strict respect des mesures de prévention contre la propagation du Coronavirus, quelque 19.000 personnes, contre plus de 50.000 les années précédentes, ont précisé les organisateurs. "Rio Loco Afrika 2021", est un hommage à des "artistes femmes et

hommes du nord au sud, de l'est à l'ouest du continent africain", a indiqué le directeur artistique du festival Hervé Bordier. Rock, rumba, hip-hop, folk ou musiques traditionnelles africaines, plus d'une trentaine de groupes ont répondu présents, "malgré les difficultés à organiser les déplacements dues aux restrictions sanitaires", soulignent encore les organisateurs.



### MÉDIAS - HOMMAGE

## Oran : hommage posthume au journaliste et universitaire Azziz Bentermoul

Le journaliste et universitaire Azziz Bentermoul a été honoré à titre posthume mardi lors d'une rencontre au siège du quotidien "El-Djournouria" d'Oran en reconnaissance de sa participation active dans le développement de la mission d'information de cet organe public.

Cette rencontre a vu la présence de journalistes et de professeurs universitaires des trois universités d'Oran et des centres de recherche, d'intellectuels et collègues du défunt et des membres de sa famille. Les intervenants, notamment les professionnels de la presse, ont loué le rôle du défunt dans la promotion du travail journalistique au journal "El-Djournouria" où il a exercé durant la période 1980-1990 et en tant que membre du Conseil d'administration de ce quotidien, de fin 2020 à son décès le 11 avril

dernier, à l'âge de 68 ans. Les intervenants ont souligné que le défunt Bentermoul a participé, par ses enquêtes, la formation et l'orientation des journalistes, à développer le journal "El-Djournouria", notamment lorsqu'il dirigeait la rubrique nationale.

La rencontre a été également une occasion pour les professeurs universitaires d'aborder son parcours professionnel et académique, depuis qu'il avait rejoint l'université d'Oran, au milieu des années 1990. Il a occupé le poste de chef de département des sciences politiques et des relations internationales et a laissé de nombreuses recherches et études dont bénéficient les étudiants. Feu Azziz Bentermoul était un intellectuel engagé dans les questions de la société et du pays, ainsi que des questions territoriales, qu'il abor-

daît dans les forums médiatiques et les rencontres intellectuelles auxquels il par-

ticipait. Lors de cette rencontre, la famille du défunt Azziz Bentermoul a été honorée.

### LITTÉRATURE - PRIX

## Le roman jordanien "Dafatir El Ouaraq" distingué du prix arabe Booker 2021

Le Jury du prix littéraire international du roman arabe Booker a annoncé, mardi, la victoire du roman "Dafatir El Ouaraq" de Djatal Bardjis, dans sa 14e session de l'année 2021, a indiqué le site officiel du prix.

Le président du Jury, Chawki Bazigh a fait état de la distinction du roman "Dafatir El Ouaraq", lors d'une manifestation virtuelle au terme de laquelle le lauréat a décroché le prix dont la valeur s'élève à 50.000 USD, en

sus du financement de la traduction de son roman vers l'Anglais. La shortlist de la 14e session cette année comprenant les romans "Al Ichtiaq Lil Jara" du Tunisien Habib El Salmi, "Ain Hammurabi" de l'Algérien Abdelatif Ould Abdallah, "El Milaf 42" du Marocain Abdelmequid Sabata, "Nazla Dar Al Akabir" de la Tunisienne Amira Ghanim, ainsi que "Ouachm El Tair" de l'Irakienne Dounia Michael.

### AFRIQUE

## Le Crespiaf, premier centre de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique

L'Algérie dispose depuis deux ans du premier Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), un centre régional, le seul en Afrique, placé sous l'égide de l'Unesco et composé d'experts et de représentants d'instances spécialisées et présidé par le ministre de la Culture. Créé suite à l'accord de 2014 entre l'Unesco et l'Etat algérien, le centre est installé à la villa Dar Abdelatif sur les hauteurs d'Alger, il est géré administrativement par l'Etat algérien et doté d'un budget alloué par le genre après ceux installés en Chine, au Japon, en Corée du Sud, en Iran au Pérou et en Bulgarie. Le Crespiaf centre de catégorie 2 de l'Unesco, a pour mission de servir les objectifs stratégiques de l'Unesco en faveur de l'Afrique par l'appui aux compétences du continent en matière d'identification,

d'inventaire, de recherche scientifique, de documentation et de sauvegarde du patrimoine immatériel. Ce premier centre africain vise également à stimuler la coopération et les échanges d'expertise, à faciliter les échanges entre les musées et centres d'archives du continent, ou encore à créer une base de données commune et une meilleure connaissance du patrimoine immatériel en Afrique. Le centre avait tenu en mars 2019 la première réunion de son conseil d'administration présidé par le ministre algérien de la Culture et composé du Secrétaire à la convention de 2003 de l'Unesco Timothy Curtis, du directeur du patrimoine du ministère tunisien de la culture Imad Bensoula, du représentant de la directrice de générale de l'Unesco Karim Hendili, du Secrétaire général du ministère malien de la culture Guindo Andogulu, du Directeur général de

l'autorité de recherche et de sauvegarde du patrimoine éthiopien Yonas Desta, du représentant du ministère namibien de la culture Boyson Ngondo, et du représentant du ministère camerounais de la culture Christophe Mbida. Le Crespiaf avait également organisé à Alger sa première grande exposition intitulée "Héritages culturels immatériels en Afrique" pour présenter un élément emblématique du patrimoine de chacun des 27 pays africains détenant des classements à la liste représentative du patrimoine immatériel. Cette exposition a mis en avant tous les éléments du patrimoine immatériel algérien classés à l'Unesco jusqu'en 2019: l'Ahellil du Gourara (inscrit en 2008), le costume nuptial de Tlemcen (inscrit en 2012), l'Imzad (dossier international classé en 2013 au nom de l'Algérie, du mali et du Niger), le pèlerinage du Rakb de Sidi Cheikh (inscrit

en 2013), la fête de la Sebeïba de Djanet (inscrit en 2014), le Sbuâ de Timimoune (inscrit en 2015), en plus du dossier maghrébin de classement du couscous au nom de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, de la Lybie et de la Mauritanie qui sera classé en 2020. Entre autres éléments patrimoniaux présentés les espaces culturels du "Yaaral et du Degal" au Mali et celui du "Sosso-Bala" en Guinée, les danses "Mbende" du Zimbabwe, "Isukuti" du Kenya, les danses des communautés gourou de Côte d'Ivoire, ou encore la "Danse du tambour royal" du Burundi. Plusieurs autres pratiques liées à la musique et à la fabrication d'instruments dont la Balafon inscrit au nom du Burkina Faso, les chants polyphoniques des Pygmées Aka de Centre Afrique, ou encore la musique de trompes Bigwala d'Ouganda.

AP3

### PUBLICITÉ

#### REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA DE TAMANRASSET  
SISE A IMACHOUENE COMMUNE DE TAMANRASSET  
N° IMMATICULATION FISCALE 099711019023330

#### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 02 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La Direction de la Santé et de la Population de la wilaya de Tamanrasset informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert n° 03/2020 portant Réalisation et équipement d'un hôpital psychiatrique 120 lits à tamanrasset.

Lot n° 12 Acquisition des équipements de radiologie

Paru dans les quotidiens : - *alem el ahdef* le 10/03/2021.  
- *DK NEWS FRANCAIS* le 10/03/2021.  
- *BOMOP Arabe et Français* le 14/03/2021.

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement comme suit:

Désignation de la société	Note technique						Montant du marché DA	Délai de livraison
	Qualité du soumissionnaire	Moyens humains	Délai de livraison	Délai de garantie	Délai SAV	Total des points		
SARL LECTRA SILA NIF : 041709080968691	20	00	30	15	15	80	24 787 700.00	10 jours

Les candidats et soumissionnaires souhaitant consulter les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières doivent contacter nos services dans un délai de 3 jours, à compter de la date de première apparition de cette annonce

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours devant la commission des marchés de la wilaya de Tamanrasset dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de parution du présent avis.



# INTERNET - DÉSINFORMATION Bruxelles veut des engagements plus forts

La Commission européenne a présenté mercredi des propositions pour renforcer le code de bonnes pratiques contre la désinformation, signé par plusieurs plateformes comme Facebook et Google, en leur réclamant plus de transparence sur les algorithmes et plus de fact-checking.

Ce code, outil d'autorégulation, a vocation à devenir plus contraignant avec la future législation sur le numérique ("Digital Services Act", DSA), que Bruxelles espère voir adopter l'année prochaine.

Le DSA doit obliger les plateformes à mettre en place des mesures pour lutter entre autres contre la désinformation, et le respect du code de bonnes pratiques en fera partie, permettant d'éviter de lourdes amendes.

Lancé en 2018, le code a été signé par Google, Facebook, Twitter, Microsoft, Mozilla et TikTok, ainsi que des acteurs du secteur de la publicité.

Dans sa version actuelle, il "a montré ses limites", reconnaît la vice-présidente de la Commission chargée de la transparence, Vera Jourova, citée par des médias, alors que la pandémie a provoqué la prolifération de rumeurs et fausses informations en ligne.

"Les menaces posées par la désinformation en ligne évoluent rapidement et nous devons intensifier notre action", a-t-elle déclaré.

De son côté, le commissaire européen au Marché intérieur Thierry Breton a souligné que "la désinformation ne peut pas rester une source de revenus", appelant à "des engagements plus forts de la part des plateformes numériques, de tout l'écosystème pu-

blicitaire et des réseaux de fact-checkers".

La Commission veut inciter davantage d'acteurs du numérique et de la publicité à adhérer au code, et encourager les plateformes à coopérer pour lutter contre les publicités mensongères ou trompeuses.

La Commission veut encourager le développement de l'investigation numérique (fact-checking) et un meilleur accès des chercheurs aux données des plateformes.

Elle demande aussi aux plateformes de publier des comptes rendus réguliers avec des indicateurs clairs pour évaluer l'efficacité des mesures mises en place.

Elle propose la création d'une "task force" composée notamment des signataires du code, de représentants du service diplomatique de l'UE et des régulateurs européens de l'audiovisuel (Erga).

Les propositions vont être discutées avec les plateformes, qui devront soumettre une première version du code révisé à l'automne, pour qu'il soit opérationnel dès début 2022.

Pour la directrice de Facebook chargée des affaires européennes, Marisa Jimenez Martin, le code "fonctionne".

"Il a juste besoin d'être renforcé et nous allons travailler à cela avec

les autres parties prenantes dans les mois qui viennent", a-t-elle indiqué à des journalistes.

Bruxelles prévoit aussi de présenter d'ici la fin de l'année un projet de régulation des publicités politiques et du ciblage des utilisateurs à partir de leurs données personnelles.



# CHILI - CONNECTIVITÉ Un nouveau câble sous-marin pour améliorer la connectivité des pays de la côte Pacifique en Amérique latine

Le ministère chilien des Télécommunications a annoncé mardi l'installation d'un nouveau câble sous-marin pour améliorer la connectivité entre les pays de la côte Pacifique en Amérique latine, avec des points d'amarrage au Chili, au Pérou, en Equateur et au Guatemala.

La ministre chilienne des Transports et des Télécommunications Gloria Hutt, en visite dans la région d'Arica et Parinacota, située dans le nord du pays, l'un des sites où le câble dénommé Mistral sera amarré, a déclaré que de telles initiatives "sont fondamentales pour la connectivité numérique, puisqu'elles constituent l'infrastructure de base d'internet." Elle a ajouté: "C'est pourquoi nous célébrons l'installation du câble Mistral, parce que 99% des données d'Arica seront transmises à travers celui-ci à diverses régions du pays, ce qui est essentiel à l'heure où nous traversons une pandémie, à cause de laquelle de nombreuses activités sont menées à distance".

Selon la vice-ministre des télécommunications Pamela Gidi, Mistral ou "le câble sous-marin du Pacifique sud" servira d'au toroute sous-marine reliant les communautés de la région d'Arica et Parinacota au Chili avec le reste du pays, ainsi que d'autres nations.

"Cette infrastructure contribuera à améliorer la qualité du service pour des milliers d'habitants du pays et sera fondamentale pour le développement de la 5G, un réseau qui permettra un accès de masse à la télémedecine et aux nouvelles caractéristiques de l'économie numérique 4.0", a ajouté Mme Gidi.

Le Chili disposera ainsi d'un réseau câblé de 7.300 kilomètres de long et a une capacité de 132 téraoctets par seconde, ce qui "améliorera considérablement" la connectivité de millions de personnes au Chili et en Amérique latine et préparera à "la demande croissante de connectivité future", a déclaré le ministère dans un communiqué.

## PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'ALGER  
Circonscription administrative de BARAKI  
Commune de BARAKI  
Direction de l'urbanisme et de l'équipement  
N° : .....363..... /D.E.U/2021. BARAKI, le..... 23 MAI 2021.....

**Mise en demeure**

**N°03**

Mr le gérant de l'entreprise GHERBI ali demeure  
A : 79 Rue 1er novembre bureau n° 02 – Rouiba -  
Est mis en demeure à cause :  
  
- vu de non lever des réserves au niveau de chantier

Relative au projet travaux de réalisation mosquée abou beker esssedik haouch mihoub 1ere tranche – BARAKI - dans un délai de 48 heures à compter de la date de l'apparition du présent avis dans la presse.

Faute de quoi, il lui sera fait application des mesures nécessaires en vigueur.

DK NEWS **Anep : 2116009676 du 27/05/2021**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA  
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS  
N.I.F N° 001328019020255

**AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHÉ**

Conformément à l'article 161 du décret Présidentiel N°247/15  
Correspondant au : 16-09-2015 Portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de M'Sila informe les bureaux d'études ayant participé à l'Avis De concours restreint portant etude pour la réalisation du projet :

**ETUDE POUR LA REALISATION D'UN HOPITAL DE 60 LITS  
À MEDJEDAL**

Parue dans les quotidiens nationaux en langue arabe السلام le : 22-03- 2021 et en langue française: DK NEWS le : 22-03- 2021

Et suite à la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres (évaluation des offres) tenue le:19/05/2021 au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de M'Sila, le marché est attribué provisoirement à :

N°	projet	BET	MONTANT(DA) en T.T.C	POINT TOTAL	DELAIS (mois)	Numéro D'identification fiscal	OBSERVATIONS
	<b>ETUDE POUR LA REALISATION D'UN HOPITAL DE 60 LITS À MEDJEDAL</b>	groupement tasmim	57.000.000.00	85.94	04m	298005010527634	<b>Mieux disant Qualifié</b>

Un délai de 10 jours est accordé aux soumissionnaires pour introduire leurs recours auprès de la commission des marchés de la Wilaya de M'Sila et ce à compter de la première parution du présent avis sur les quotidiens.

les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres peuvent se rapprocher à nos services dans un délai de trois (3) jour à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché.

DK NEWS **Anep : 2116009744 du 27/05/2021**





## ACNOA Réélu, Berraf s'engage à continuer "les efforts pour le développement du sport en Afrique"

L'Algérien Mustapha Berraf réélu, mardi au Caire (Égypte), à la tête de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA) pour le mandat olympique 2021-2024, s'est engagé à poursuivre "les efforts pour le développement du sport en Afrique".

"Je suis très honoré par la confiance renouvelée par mes pairs africains à la tête de cette valeureuse institution et je m'engage à continuer les efforts pour le développement du sport en Afrique", a déclaré Berraf à l'APS.

Pour le premier responsable de l'ACNOA, sa réélection "est la victoire de l'Algérie toute entière. Je remercie les autorités de mon pays pour leur soutien, à leur tête le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a-t-il ajouté. Lors des élections de l'ACNOA organisées, mardi au Caire en marge des travaux de la 19e session ordinaire de l'instance, Berraf a récolté 38 voix contre 15 pour son adversaire la Burundaise Ludia Nsekera, membre du Comité international olympique (CIO).

Pour rappel, Berraf (67 ans) avait été élu à la tête de l'ACNOA, en novembre 2018 à Tokyo (Japon) lors de l'assemblée générale extraordinaire et élective de l'instance, pour les deux années restantes du mandat olympique 2017-2020, après l'éviction de l'Ivoirien Lassana Palenfo.

Les élections de l'ACNOA ont été précédées, lundi, par les travaux de la 19e session ordinaire de l'assemblée générale de l'instance continentale, qui se sont déroulés en présence des représentants des 54 pays membres de l'instance sportive continentale et des représentants du CIO. Le président du CIO, l'Allemand Thomas Bach est intervenu par visioconférence pour lancer les travaux.

L'ancien président du Comité olympique et sportif algérien (COA) a annoncé par ailleurs qu'il sera présent samedi à Alger, pour assister aux travaux de l'Assemblée générale ordinaire du COA présidé actuellement par Abderrahmane Hammad.

### FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE CYCLISME

## Six candidats en lice pour trois postes au sein du Bureau fédéral

Six candidats dont une dame vont briguer trois postes vacants au sein du Bureau fédéral de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), a-t-on appris mercredi auprès de cette instance.

Il s'agit d'Asma Bouchoucha (Ligue de Constantine), Youcef Chabou (Ligue de Jijel), Sofiane Majdoub (Ligue d'Oran), Mokhtar Ferketou (Ligue de Saïda), Larbi Benaouda (Ligue d'El Bayedh) et Madjid Hamza (Président du NR Dely-Ibrahim/Alger).

Ces six candidats vont se disputer les trois places proposées par la FAC, pour pallier le vide généré par la démission de trois membres du Bureau exécutif, et qui avaient rendu le tablier dernièrement pour éviter le cumul de fonctions, comme stipulé par le décret exécutif N 21-60, du 8 février 2021.

Une formalité initialement prévue le vendredi 28 mai courant, lors d'une Assemblée générale extraordinaire (AGEX) qui devait se tenir en marge de la 25e édition du Grand Prix d'Oran. Cette compétition est maintenue comme prévu, mais l'AGEX, elle, a dû être reportée à une date ultérieure selon la FAC, sans préciser les raisons de ce report.

## HANDISPORT (JEUX PARALYMPIQUES-2020) La sélection algérienne messieurs de goalball débutera face au Japon

La sélection algérienne masculine de goalball entamera le tournoi des Jeux paralympiques de Tokyo (24 août-5 septembre 2021), contre le Japon (pays hôte), le mercredi 25 août, pour le compte de la 1re journée du premier tour, groupe A, selon le programme de la compétition dévoilé par la Fédération internationale des sports pour visuels (IBSA).

L'Algérie, championne d'Afrique en titre, avait hérité du groupe A, très difficile, aux côtés du Japon, la Lituanie, championne paralympique en titre, le Brésil, champion du monde et les États-Unis, médaillés d'argent à Rio 2016. La tâche de l'équipe algérienne "sera très difficile", mais le premier match sera décisif, pour passer aux quarts de finale, une étape ouverte aux quatre sélections premières dans chaque groupe à l'issue du premier tour.

Après le match face au Japon, les Algériens enchaîneront le lendemain (jeudi) contre la Lituanie, puis vendredi face au Brésil avant de clôturer le premier tour contre les USA, le dimanche 29 août. Le groupe B messieurs est aussi relevé que le premier, avec la présence de l'Allemande (championne d'Europe), la Chine (cham-



pionne d'Asie), la Turquie, la Belgique et les novices Ukrainiens. Les matchs du groupe de l'Algérie au 1er tour: Mercredi 25 août 2021: (salle Makuhari Messe Hall C): Groupe A: Algérie - Japon (messieurs)

Groupe A: Brésil - Lituanie (messieurs)  
Jeudi 26 août 2021: Groupe A: Algérie - Lituanie (messieurs)  
Groupe A: USA - Brésil (messieurs)  
Vendredi 27 août 2021: (salle

Makuhari Messe Hall C): Groupe A: Algérie - Brésil (messieurs)  
Groupe A: Japon - USA (messieurs)  
Dimanche 29 août 2021: Groupe A: Algérie - USA (messieurs)  
Groupe A: Japon - Brésil (messieurs)  
Lundi 30 août 2021: Groupe A: USA - Lituanie (messieurs)  
Mardi 31 août 2021: Quarts de finale messieurs (4 matchs)  
Mercredi 1er septembre 2021: Quarts de finale dames (4 matchs)  
Jeudi 2 septembre 2021: Demi-finales (messieurs et dames)  
Vendredi 3 septembre 2021: Matchs pour le bronze (messieurs et dames)  
Matchs pour l'or (messieurs et dames).

## HANDISPORT - JUDO - GRAND PRIX DE BAKOU L'Algérien Radjai éliminé au 1er tour

L'athlète algérien Youcef Radjai a été éliminé au premier tour du Grand Prix de para-judo de Bakou (Azerbaïdjan), en perdant face à Smagululy Galymzhan (Ouzbékistan), mercredi, lors de la seconde journée du tournoi auquel prennent part 187 judokas dont cinq algériens, de 38 pays. Engagé dans la catégorie des -81 kg, Radjai, 15e au classement mondial chez les B2 et 35e au général des trois classes (B1, B2, B3), a essayé de tenir tout le match, devant le coriace Ouzbek, avant de perdre avant la fin du combat.

Smagululy Galymzhan, qui a perdu en

suite face à l'Azeri Rahimli Huseyn, finaliste de la poule et finaliste de la catégorie, jouera pour la médaille de bronze face au Mexicain Avila Sanchez Adrian. La participation algérienne au Grand Prix de para-judo de Bakou prend fin ainsi avec un seul sacre, celui de Chérine Abdellaoui, obtenue mardi face à l'Ouzbek Salaeva Sevinch, en finale de la catégorie des 52 kg. Grâce à cette médaille d'or, l'Algérienne va améliorer sa 5e place au classement mondial et s'approche davantage d'une qualification pour les Jeux paralympiques de Tokyo, en attendant la dernière compétition quali-

ficative, prévue en Angleterre, avec le Grand Prix de Walsall (18-19 juin) auquel les athlètes algériens devraient prendre part. Outre la victoire finale d'Abdellaoui, son compatriote Ishak Ouldakour a eu le mérite de prendre la 5e place dans la catégorie des -60kg, après la défaite pour le bronze contre le Kazakh Anuar Sariyev. Par contre, le parcours des deux autres Algériens au tournoi de Bakou, Sid Ali Lamri (-66 kg) et Mehdi Meskine (-73 kg), s'est arrêté au stade du second tour de la compétition, après une victoire, suivie d'un revers.

## ATHLÉTISME - PANDÉMIE Les Championnats d'Afrique seniors délocalisés à Lagos (Nigeria)

Les Championnats d'Afrique d'athlétisme, initialement prévus du 22 au 26 juin prochain à Alger, et reportés à une date ultérieure en raison de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, auront lieu finalement du 23 au 27 juin à Lagos, a annoncé mardi soir le ministère de la Jeunesse et des Sports nigérian. "La décision a été prise le 24 mai courant au Caire, lors d'une réunion entre le ministre de la Jeunesse et des Sports nigérian, Sunday Dare, et le président de la Confédération africaine d'athlétisme, Kalkaba Malboum", a indiqué le MJS nigérian dans un communiqué, dont une copie est en possession de l'APS. "Les championnats d'Afrique d'athlétisme se dérouleront au stade de Teslim Balogun de Lagos, avec l'appui de certains terrains annexes, notamment, au niveau du National Stadium de Lagos" a-t-on encore précisé de même source. Ces championnats d'Afrique d'athlétisme

étaient initialement prévus à Oran, sur le site des Jeux méditerranéens de 2022. Dans un premier temps, ils ont été provisoirement délocalisés au SATO du stade 5-Juillet à Alger, avant d'être restitués à la ville d'Oran, où leur organisation était maintenue jusqu'à la première dizaine du mois de mai courant. Après quoi, et sur "recommandation du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie", il a été décidé de les reporter à une date ultérieure. Du moins, c'est ce que souhaitait l'Algérie, qui tenait toujours à abriter cette compétition, mais à un moment où la situation sanitaire serait mieux sous contrôle. Cependant, ayant obtenu entre-temps de solides garanties de la part du Nigeria, concernant sa capacité à accueillir cet événement à sa date initiale (ndlr, fin juin prochain), la Confédération africaine d'athlétisme a décidé de lui en confier l'organisation.

### CYCLISME

## Coup d'envoi jeudi du 25e grand prix de la ville d'Oran

Pas moins de 115 coureurs issus de 15 clubs et de la sélection nationale, prendront part au 25e grand prix de cyclisme de la ville d'Oran, qui coïncidera avec la 3e manche de la coupe d'Algérie, à partir de jeudi et qui sera clôturée samedi.

Cette épreuve débute par le déroulement de la course contre la montre, avancée à 15h30 au lieu de 16h30, sur le circuit reliant la commune d'El Kerma à Kristel, a-t-on appris mercredi de la Ligue oranaise de cyclisme, organisatrice de l'événement en collaboration avec la Fédération algérienne de la discipline.

Le deuxième jour de la compétition sera réservé à la course sur circuit fermé. Les points de départ et d'arrivée ont été fixés au niveau du jardin méditerranéen relevant de la délégation communale Akid-

Loffi (commune d'Oran). Au cours de cette épreuve, dont le coup d'envoi sera donné à 9h00, les coureurs de la catégorie juniors (garçons et filles) effectueront 15 tours, soit 5 tours de moins que les seniors. Ces derniers parcourront au total une distance de 4,2 km, précise-t-on de même source.

L'épreuve la plus attendue dans cette compétition, à savoir la course sur route, aura lieu lors du dernier jour du grand prix, soit samedi. Les coureurs auront à parcourir 140 km.

Les points de départ et d'arrivée ont été également fixés au niveau du jardin méditerranéen. Les participants auront à passer par plusieurs communes relevant de la wilaya d'Oran, telles que Oued Tlelat, Mers El Hadjadj et Gdyl, en plus de la commune de Sig (wilaya de Mascara). Ce

tracé est proposé pour abriter la course sur route de cette discipline lors de la 19e édition des Jeux méditerranéens, prévue à Oran du 25 juin au 5 juillet 2022, a indiqué le président de la Ligue oranaise de cyclisme, Karim Guerabiou. "Ce sera en quelque sorte un bon test pour les coureurs de l'équipe nationale qui vont trancher à l'issue de l'épreuve sur le maintien ou non de ce tracé en prévision des Jeux méditerranéens", a-t-il expliqué. Par ailleurs, l'assemblée générale extraordinaire de la Fédération algérienne de cyclisme, prévue en marge de cet événement et pendant laquelle de nouveaux membres du bureau exécutif devaient être élus pour remplacer les membres démissionnaires, a été reportée à une date ultérieure, a souligné le même responsable.

## ÉQUIPE NATIONALE (U20) PRÉPARATION Lacete : "J'ai noté de belles choses dans cette équipe"

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20) Mohamed Lacete, a exprimé sa satisfaction après le déroulement du troisième et dernier stage de présélection au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, en vue de la Coupe arabe des nations, prévue du 17 juin au 3 juillet en Egypte.

"J'ai de quoi dire qu'après trois stages d'évaluation, j'ai bien noté de belles choses dans cette équipe. Je ne peux espérer mieux. Il me reste encore un stage d'évaluation à faire pour dégager l'effectif final qui disputera la Coupe Arabe des Nations", a indiqué Lacete, dont les propos ont été publiés mercredi sur le site officiel de la Fédération algérienne (FAF).

Après deux premiers stages réservés aux joueurs locaux, le troisième et dernier regroupement, qui s'est déroulé du 21 au 25 mai, a vu la présence de 37 joueurs, dont 13 évoluant à l'étranger. Au cours de cet ultime stage de présélection, les joueurs de l'équipe nationale ont disputé deux matchs amicaux contre la réserve du Paradou AC, soldés par deux victoires, sur le même score (2-1). La sélection nationale des U20 "sera convoquée à un nouveau stage au début du mois de juin prochain, pour permettre au staff technique de procéder au décompte final concernant l'effectif et de convoquer, vers la mi-juin, les joueurs concernés par la préparation de la Coupe arabe des nations qui se tiendra en Egypte", précise la FAF, soulignant que l'Union arabe de football (UAF) exige un effectif de 23 joueurs pour cette compétition. La sélection nationale sera en regroupement juste après



l'évaluation qui se fera lors du dernier stage et durera jusqu'au départ de l'équipe vers le Caire. La dernière sortie de la sélection des U20 remonte au mois de décembre 2020 à l'occasion du tournoi de l'Union nord-africaine de football

(UNAF), qualificatif à la CAN-2021 en Mauritanie. Les juniors algériens, alors dirigés par Saber Bensmain, n'avaient pas réussi à décrocher leur billet qualificatif après avoir terminé à la 4<sup>e</sup> et dernière place avec un seul point.

## LIGUE 1 (JS KABYLIE)

### Lavagne d'accord pour prolonger mais sous conditions

L'entraîneur français de la JS Kabylie (Ligue 1 algérienne de football) Denis Lavagne, s'est dit favorable à prolonger son contrat avec les "Canaris", non sans poser certaines conditions aux dirigeants kabyles.

"Je ne suis pas pressé. Je me suis engagé jusqu'à la fin de la saison. On est venu me relancer fin février pour que je renouelle mon contrat.

Mais aujourd'hui, il y a encore des points à éclaircir, que ce soit sur le plan financier ou sportif.

Le club souhaite-t-il conserver ses joueurs et développer l'équipe ? Il me faudra des garanties.

Et si cela s'arrange, pour-

quoi pas ?", a-t-il indiqué dans un entretien accordé mercredi à France Football.

Lavagne avait rejoint le banc de la JSK en janvier dernier, en remplacement de Youcef Bouzidi, dont le contrat avait été résilié à l'amiable.

Sous la coupe de Lavagne, la JSK a validé dimanche son billet pour les demi-finales de la Coupe de la Confédération africaine (CAF), aux dépens des Tunisiens du CS Sfax (aller : 1-0, retour : 1-1).

Dans le dernier carré, la JSK retrouvera le club camerounais de Coton Sport, qu'elle avait battu lors des deux manches à la phase de poules (1-0 à Tizi-Ouzou, 2-1 à Garoua). "Ils seront très revan-

chards après les deux défaites infligées en poules.

Je m'attends à un match aller à Garoua très compliqué.

A ce sujet, je me souviens qu'en poule, ils nous avaient avancé l'heure du match, de 16 heures à 14 heures.

Il faisait plus de 40 degrés !", a-t-il souligné.

Lavagne, passé notamment par le CS Constantine (2018-2019), n'a pas tari d'éloges sur ses joueurs.

"J'ai un groupe de joueurs avec une grosse volonté, beaucoup de solidarité, qui leur permet d'aller chercher des résultats.

On développe de temps en temps du jeu, on est solides défensivement. En revanche,

on a du mal à concrétiser devant". Enfin, le coach kabyle a appréhendé le calendrier auquel sera soumise son équipe, qui joue sur les trois fronts. "Il nous reste 17 matches à disputer sur la scène nationale et la CAF souhaite que les championnats se finissent le 30 juin au plus tard ! On a aussi un quart de finale de Coupe de la Ligue et deux matches de Coupe d'Afrique. La JSK joue sur trois tableaux et a, a minima, vingt matches en un mois de demi-".

C'est impossible à tenir ! Régulièrement, j'ai fait tourner cette saison et on a laissé filer pas mal de points. Parce que jouer tous les trois jours, c'est compliqué", a-t-il conclu.

## AMICAL- MALI

### Le sélectionneur Magassouba se réjouit d'affronter l'Algérie, "la meilleure référence en Afrique"

Le sélectionneur de l'équipe malienne de football Mohamed Magassouba, a estimé que le match amical face à l'Algérie, prévu le dimanche 6 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h45), va permettre à son équipe de progresser.

"Aujourd'hui, la meilleure référence en Afrique c'est l'Algérie. Outre son statut de championne d'Afrique, l'Algérie est une équipe complète, bien organisée, bien en place et qui joue parfaitement toutes les phases de jeu.

Pour moi, c'est une équipe parfaite et je tiens à rendre hommage au travail accompli par Djamel Belmadi qui a su offrir à l'Algérie et à l'Afrique une équipe comme celle-ci.

Il est clair que nous n'avons pas atteint le niveau de l'Algérie, mais si nous affrontons cette équipe c'est pour progresser naturellement", a-t-il déclaré au micro de radio Algérie internationale (RAI).

Avant d'affronter les Maliens, l'équipe nationale entamera sa série de matchs amicaux le jeudi 3 juin face à la Mauritanie à Blida (20h45).

Les coéquipiers de Sofiane Feghouli affronteront, pour leur dernier test, la Tunisie, le vendredi 11 juin au stade Hamadi-Agrebi de Radès.

Le sélectionneur national Djamel Belmadi et le président de la FAF Amara Charaf-Eddine, ont convenu d'organiser ces matchs amicaux, suite à la décision prise par la Commission d'Urgence de la CAF, en concertation avec la FIFA, de reporter le début du 2<sup>e</sup> tour éliminatoire en raison de la pandémie de Covid-19 "On se connaît très bien, car on a l'habitude de s'affronter.

Je me souviens encore de notre dernière confrontation qui a eu lieu au Qatar, avant le départ pour la CAN 2019, dans un match très intéressant soldé sur le score de 3 buts à 2 en faveur de l'Algérie".

Pour le technicien malien, il est grand temps que son pays fasse partie du gotha mondial, en prenant part à la prochaine Coupe du monde 2022 au Qatar.

"Le Mali est assoiffé de remporter la Coupe d'Afrique et de participer à une phase finale de la Coupe du Monde.

Au vu des attentes du peuple malien, nous allons tout faire pour être à la hauteur, se battre avec nos armes, nos moyens et nos qualités pour pouvoir donner satisfaction à notre pays qui, non seulement, rêve d'être au Mondial, mais ambitionne également de monter sur le toit de l'Afrique", a-t-il conclu. Côté statistiques, l'Algérie et le Mali vont s'affronter en amical, pour la 9<sup>e</sup> fois de leur histoire.

Après huit confrontations, l'Algérie est devant avec 5 victoires, contre 2 défaites et 1 match nul.

La dernière en date remonte au 16 juin 2019, soldée par une victoire des joueurs de Belmadi sur le score de 3-2 à Doha (Qatar).

APAS

## LIGUE 1 - USM ALGER

### Loucif : "L'opération s'est très bien passée et j'espère revenir plus fort encore"

Le latéral droit de l'USM Alger Haithem Loucif a annoncé mardi soir dans une déclaration au site officiel du club, que l'opération qu'il a subie à une cheville "s'est très bien passée" en espérant "revenir le plus tôt possible", et surtout "plus fort" encore.

"L'intervention chirurgicale s'est très bien passée et j'espère qu'à la reprise, je reviendrai plus fort encore" a indiqué le jeune défenseur usmiste, qui avait contracté cette blessure lors de la victoire à domicile contre la JS Saoura (2-0), pour le compte de la 21<sup>e</sup> journée de Ligue 1.

"Je profite de l'occasion pour remercier toutes les personnes qui s'étaient inquiétées pour moi et je les rassure que désormais, tout va pour le mieux" a insisté Loucif. Le premier diagnostic, fait juste après la blessure de ce joueur avait fait état d'une blessure relativement légère,

qui avec le repos et les soins appropriés allait guérir au bout d'un mois.

Mais constatant au bout de quelques jours que l'état de santé de Loucif ne s'était pas trop améliorée, le staff médical a opté pour une solution radicale, consistant à lui faire subir une intervention chirurgicale, nécessitant cependant un arrêt complet pendant trois mois.

La saison est donc terminée pour ce joueur, car il ne pourra pas rejouer avant fin août prochain, ou carrément début septembre.

Pour sa part, le milieu de terrain et capitaine Hamza Koudri a ôté le plâtre et a repris du service en ce milieu de semaine, mais pour un début, le staff médical a préféré continuer à ménager sa cheville, en le soumettant à un programme de préparation spécifique, qu'il suit à l'écart de groupe. Ce qui est égale-

ment le cas pour le milieu récupérateur Oussama Chita et de l'attaquant Zakaria Benchaâ, qui avaient réintégré le groupe en début de semaine, lors de la séance de reprise.

"Ces deux joueurs ne se sont pas encore entièrement remis de leurs blessures respectives. Ils ont donc travaillé en solo, sous l'œil attentif des staffs médical et technique" a encore précisé la direction algéroise les concernant.

De son côté, l'attaquant Burkinabé Hamed Belem "souffre d'une entorse du genou gauche", qu'il avait contractée le 8 mai dernier face au MC Alger, en huitième de finale de la coupe de la Ligue.

"Après des examens complémentaires, sa blessure s'est avérée plus grave que prévu, ce qui devrait susciter une indisponibilité d'environ un mois", a estimé le club.

## COUPE DE LA CONFÉDÉRATION - JSK-COTON SPORT AU 5-JUILLET L'OCO donne son accord

L'Office du complexe olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf a donné son accord pour la domiciliation de la demi-finale retour de la Coupe de la Confédération africaine de football entre la JS Kabylie et les Camerounais de Coton Sport, le samedi 26 juin, au stade du 5-Juillet (Alger), a appris l'APS mardi auprès de cette structure.

"Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore reçu la demande de la JSK pour domicilier cette rencontre au stade du 5-Juillet, cela devrait se faire dans les prochaines heures.

La direction de la JSK a saisi d'abord la Fédération algérienne (FAF), en attendant de faire de même avec l'OCO. De notre part, nous sommes d'accord pour accueillir cette demi-finale au stade du 5-Juillet. La JSK est le dernier représentant algérien dans les compétitions africaines, il faut bien la soutenir", a indiqué à l'APS le directeur général de l'OCO, Mohamed Bekhti.

La JSK a validé dimanche son ticket pour le dernier carré, malgré le nul concédé au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou face aux Tunisiens du CS Sfax (1-1). A l'aller, la JSK s'était imposée à Sfax (1-0). De son côté, Coton Sport s'est qualifié aux dépens des Sénégalais de Jaraaf (aller : 1-0 à Garoua, retour : 1-2 à Dakar).

Avant la seconde manche à domicile, les joueurs de l'entraîneur français Denis Lavagne joueront la première manche le dimanche 20 juin au stade de Garoua.

Pour rappel, les deux équipes se sont rencontrées en phase de poules. La JSK s'est imposée à deux reprises : 1-0 à Tizi-Ouzou et 2-1 à Garoua. L'autre demi-finale opposera les Egyptiens de Pyramids FC aux Marocains du Raja Casablanca.

## LIGUE 1 FRANÇAISE Andy Delort décide de rester à Montpellier et vise l'Europe

L'attaquant international algérien Andy Delort, a annoncé mardi sa décision de prolonger son aventure avec Montpellier HSC (Ligue 1 française de football), soulignant son objectif de décrocher une place européenne la saison prochaine.

"Il faut toujours dire ce qu'on pense. Moi je le dis encore, la saison prochaine je jouerai l'Europe avec Montpellier. C'est la mission du club, c'est ce qu'on a envie de faire, c'est ce qu'on devra faire. Cela fait maintenant 3 ans que cela se joue à une petite marche près, on a pris de l'expérience et il faut arriver à passer ce cap-là", a-t-il indiqué au site AllZPaillade.com.

Delort (29 ans) avait rejoint Montpellier en 2018 d'abord à titre de prêt en provenance de Toulouse, avant que le club montpelliérain ne décide de racheter son contrat en lui faisant signer un contrat de quatre ans en 2019.

"Je pense que le club va tout faire pour que l'on soit compétitif, et ce sera à nous de passer un palier, faire une meilleure saison et être bien plus régulier pour être en haut", a-t-il ajouté.

Avant de conclure sur son ambition de se qualifier pour la Ligue des champions : "Rien n'est interdit aux ambitieux, c'est ça.

Il faut toujours y croire et j'espère que l'année prochaine, avec Montpellier, on entendra cette belle musique".

Delort, considéré comme l'un des tauliers de la formation montpelliérain, s'est illustré de fort belle manière en marquant 15 buts et délivrant 10 passes décisives en 30 apparitions lors de la saison 2020-2021.

Il avait été appelé au dernier moment par le sélectionneur Djamel Belmadi pour participer à la Coupe d'Afrique des nations 2019, remportée par les "Verts" en Egypte, en remplacement du milieu de terrain Belkebla, écarté pour des raisons disciplinaires.

APS

## LIGUE 2 Le derby WAB - RCA à l'affiche de la 18<sup>e</sup> journée

Le derby WA Boufarik - RC Arbaâ sera à l'affiche de la 18e journée de Ligue 2, prévue jeudi à 16h00, au moment où les trois premiers au classement général du groupe Est seront appelés à effectuer des déplacements périlleux.

C'est cependant ce choc entre voisins de la Mitidja qui devrait le plus captiver l'attention, car outre la grande rivalité qui oppose les deux clubs, l'enjeu sportif sera également de taille.

En effet, le WAB (4e/28 pts) reçoit le RCA (2e/30 pts) avec pour seul mot d'ordre "la victoire" et ce, pour éviter de se faire distancer davantage par le leader JSM Béjaïa, qui compte déjà 34 points et qui impose un rythme infernal depuis quelques semaines.

Autrement dit, les formations du peloton de tête n'ont plus droit à l'erreur, si elles tiennent toujours à jouer les premiers rôles, et encore plus dans ce duel direct considéré comme un match "à six points", tout en espérant un faux pas de la JSMB à Ouargla devant le CR Béni-Thour (9e).

De leur côté, les trois premiers au classement général du groupe Est, à savoir l'USM Annaba (35 pts), le HB Chelghoum Laïd (33 pts) et l'US Chaouïa (31 pts) seront appelés à se déplacer respectivement chez l'AS Khroub (9e), le MC El Eulma (8e) et le CA Batna (7e), des clubs de milieu de tableau mais qui flirtent encore avec la zone rouge, faisant que la victoire leur sera indispensable, surtout dans ces matchs à domicile, afin de se mettre le plus tôt possible à l'abri.

Une situation qui leur permettra



aussi d'éviter toute mauvaise surprise lors des dernières journées, pendant lesquelles il sera probablement tard pour essayer de rattraper le coup.

Autre duel intéressant à suivre dans ce groupe Est, le choc des mal classés DRB Tadjenanet - CRB Ouled Djellal, entre l'avant-dernier du classement général et son prédécesseur (10e).

Dans le groupe Ouest, le choc ASM Oran - CR Témouchent, entre le deuxième qui reçoit le troisième, sera suivi avec attention.

Les deux clubs ont respectivement

trois et six points de retard sur le leader MCB Oued Sly, faisant que l'un comme l'autre voudront certainement l'emporter jeudi pour rester au contact.

Pour sa part, le MCBOS, qui reste sur une victoire difficile à domicile contre la JSM Tiaret (2-1), est appelé à se rendre chez le mal-classé US Remchi (9e/17 pts), alors que les deux derniers au classement général, le RCB Oued R'hiou et l'OM Arzew auront la chance de jouer sur leurs propres terrains, devant respectivement l'IRB El Kerma et le SKAF El-Khemis.

## WR M'sila - USM El Harrach domicilié au stade 8-mai de Sétif

Le WR M'sila, dont le terrain est suspendu pour un match ferme, accueillera l'USM El Harrach au stade du 8-mai 1945, jeudi prochain pour le compte de la 18<sup>e</sup> journée du championnat de la Ligue 2 algérienne (Groupe Centre), a indiqué mardi Ligue nationale de football amateur (LNFA).

La rencontre WR M'sila - USM El Harrach débutera à 16h00, alors que celle de la catégorie "Réserves" commencera à 10h00, précise la même source.

L'équipe du WR M'sila a écopé de deux matchs de suspension de terrain, dont

un ferme, "suite aux incidents qui ont émaillé son match de la 16<sup>e</sup> journée de championnat contre le MO Béjaïa", avait annoncé dimanche soir la LNFA.

Certes, le WRM avait réussi à l'emporter (2-1), mais ce résultat favorable n'avait pas empêché la renonciation de dérapage, obligeant ainsi la commission de discipline à sévir lors de sa dernière session et de prononcer cette sanction à son encontre. Le WRM (avant-dernier/17 pts) reste sur une défaite (1-0) chez la lanterne rouge, l'USM Blida lors de la 17<sup>e</sup> journée, alors qu'au même moment,



les Harrachis (7es/22 pts) l'ES Ben Aknoun, également réussi à remporter leur derby algérois contre l'ES Ben Aknoun, également sur le score d'un but à zéro.

### PROGRAMME ET CLASSEMENTS

#### Groupe Est

MC El Eulma - HB Chelghoum Laïd  
CA Batna - US Chaouïa  
AS Khroub - USM Annaba  
USM Khenchela - MSP Batna  
NRB Teleghma - MO Constantine  
DRB Tadjenanet - CRB Ouled Djellal

Classement :	Pts	J
1). USM Annaba	35	17
2). HB Chelghoum Laïd	33	17
3). US Chaouïa	31	17
4). MO Constantine	30	17
5). USM Khenchela	26	17
6). NRB Teleghma	24	17
7). CA Batna	23	17
8). MC El Eulma	20	17
9). AS Khroub	17	17
10). CRB Ouled Djellal	16	17
11). DRB Tadjenanet	14	17
12). MSP Batna	8	17

#### Groupe Centre

ES Ben Aknoun - IB Lakhdaria  
WR M'sila - USM El Harrach  
MO Béjaïa - USM Blida  
RC Kouba - Amal Boussaâda  
CR Béni-Thour - JSM Béjaïa  
WA Boufarik - RC Arbaâ

Classement :	Pts	J
1). JSM Béjaïa	34	17
2). RC Arbaâ	30	17
3). MO Béjaïa	29	17
4). WA Boufarik	28	17
5). ES Ben Aknoun	25	17
6). RC Kouba	23	17
7). USM El Harrach	22	17
8). A. Boussaâda	20	17
9). CR Béni-Thour	19	17
--). IB Lakhdaria	19	17
11). WR M'sila	17	17
12). USM Blida	9	17

#### Groupe Ouest

US Remchi - MCB Oued Sly  
ASM Oran - CR Témouchent  
SC Ain Defla - CRB Ain Ouessara  
RCB Oued R'hiou - IRB El Kerma  
OM Arzew - SKAF El Khemis  
JSM Tiaret - MC Saïda

Classement :	Pts	J
1). MCB Oued Sly	40	17
2). ASM Oran	37	17
3). CR Témouchent	34	17
4). JSM Tiaret	29	17
5). SKAF Khemis	23	17
6). MC Saïda	22	17
7). SC Ain Defla	21	17
8). IRB El Kerma	18	17
9). US Remchi	17	17
--). CRB Ain Ouessara	17	17
11). RCB Oued Rhiou	11	17
--). OM Arzew	11	17

## Paulo Dybala en route vers l'Atlético ?

Paulo Dybala pourrait rejoindre l'Atlético de Madrid pendant le mercato d'été. Selon la radio espagnole Cadena Ser, la Juventus et l'Atlético sont entrés en contact au sujet de l'avenir de Paulo Dybala. Diego Simeone souhaite attirer le joueur cet été. L'Argentin sous contrat avec la Juve jusqu'à l'été 2022 pourrait donc quitter la Serie A. Le média annonce que la Juventus a proposé un échange avec Angel Correa directement refusé par Madrid.



## WIJNALDUM DEVRAIT REJOINdre LE BARÇA

En fin de contrat avec Liverpool, le milieu de terrain néerlandais devrait rejoindre le FC Barcelone gratuitement.

Georginio Wijnaldum et Liverpool, c'est fini. En fin de contrat avec les Reds, le milieu de terrain néerlandais a disputé son tout dernier match à Anfield dimanche face à Crystal Palace, avec une victoire 2-0 permettant aux hommes de Klopp d'accrocher une place sur le podium de Premier League, et donc en Ligue des champions.

Après la rencontre, Wijnaldum n'a pu contenir son émotion au moment de faire ses adieux à un club où il a remporté la Ligue des champions (après avoir notamment un doublé salvateur en demi-finale retour face au... Barça) et la Premier League l'an dernier, après 30 ans d'attente pour les supporters.

"Je lutte contre les larmes en ce moment. Les gens de Liverpool m'ont montré leur amour pendant ces cinq années. Ils vont me manquer, vous savez ?, avait-il notamment lâché après la rencontre. J'aurais aimé jouer de nombreuses autres années pour le club mais malheureusement les choses se sont passées différemment. Je dois commencer une nouvelle aventure." "Je savais que j'allais dans un grand club. Je me souviens que j'étais assis dans le salon et le manager m'a dit que si je venais à Liverpool, nous gagnerions des trophées. Je suis heureux que ça se soit passé comme ça. Cela aurait été vraiment douloureux de quitter le club sans aucun titre."

"C'est vraiment spécial. Depuis que j'ai rejoint le club, les fans ont chanté mon nom. Semaine après semaine, ils ont vu que je me donnais à 100% et que je donnais tout pour ce club. C'est ce que les supporters veulent voir et c'est ce qu'ils apprécient de ma part. C'est quelque chose qui va me manquer."

## LEWANDOWSKI REVIENT SUR SON INCROYABLE RECORD !

Auteur de 41 buts cette saison en Bundesliga, Robert Lewandowski n'en revient toujours pas de l'exploit qu'il a réalisé.

Sensationnel ! Robert Lewandowski est entré dans la légende ! Pas seulement du Bayern Munich mais aussi de la Bundesliga ! En marquant 41 buts cette saison en championnat, le Polonais a déclassé Gerd Müller et ses 40 buts inscrits lors de la saison 1971-1972. Une performance dont ne revient toujours pas le natif de Varsovie comme il l'a expliqué dans Kicker : « Un record est toujours quelque chose de spécial pour un athlète. Et ces 40 buts sont si incroyables que je ne réalise toujours pas que je suis à égalité avec une légende comme Gerd Müller. Néanmoins, je voulais battre ce record et le battre d'au moins un but. Cette étape était mon objectif. Mais les 40 buts m'ont rendu fier. Je n'osais même pas rêver pouvoir marquer autant de buts en une saison. (...) Jusqu'à présent, il était tout simplement inconcevable pour moi d'atteindre cette marque, même si je donne toujours tout jusqu'à la fin d'une saison pour voir quel sera le résultat. (...) Je ne pouvais tout simplement pas croire que ce nombre pouvait être atteint ». Il a ensuite poursuivi : « En tout cas, c'était un moment spécial, car toute la situation revêtait une émotivité particulière. Bien sûr, j'avais ce nombre extraordinaire en tête, donc ce penalty était très spécial. Ouais, j'étais un peu nerveux parce que je savais que j'avais une longueur d'avance sur le record, mais je ne l'avais pas atteint - et c'est une grande différence. J'ai ressenti ce sentiment en moi sans pouvoir le décrire exactement. Je n'ai donc eu qu'une seule pensée : je ne peux même pas me concentrer un pour cent de moins, car c'était l'un des moments les plus importants de ma vie, je voulais écrire un autre chapitre de la success story avec cette génération du Bayern. J'étais si près de cette marque - et pourtant si loin de là ». L'attaquant de 32 ans a conclu : « C'est de la joie pure, une extase. Lorsque vous regardez le ballon voler vers le but et franchir la ligne, c'est un moment de satisfaction et aussi un peu de fierté d'avoir marqué un but. Tout est tendu à l'intérieur, puis la jubilation s'ensuit à l'extérieur. Dans ces deux ou trois secondes, vous appréciez ce que vous venez de faire. Là, vous ressentez un grand sentiment de bonheur. Après presque 50 ans, nous avons maintenant créé quelque chose de nouveau avec le Bayern et je suis également entré dans l'histoire. Je voudrais également remercier mon équipe pour cela ». Désormais place à l'Euro pour l'ancien joueur du VfB qui aura à cœur de porter sa sélection polonaise aussi loin que possible le mois prochain !



## Agüero serait attendu lundi en Catalogne

En fin de contrat en juin prochain avec Manchester City, Sergio Agüero s'engagera sauf coup de théâtre avec le FC Barcelone. L'entraîneur des Citizens, Josep Guardiola, a confirmé que l'attaquant argentin de 32 ans poursuivra sa carrière avec les Blaugrana. En attendant de débarquer de l'autre côté des Pyrénées, l'ancien footballeur de l'Atletico Madrid fera ses adieux avec le club anglais à l'occasion de la finale de la Ligue des champions contre Chelsea, ce samedi à Porto. Selon les informations d'Esport3, le natif de Quilmes devrait se rendre lundi prochain à Barcelone, sans doute pour régler les derniers détails de sa venue dans l'effectif de Ronald Koeman, une arrivée qui pourrait faciliter la prolongation de son compatriote Lionel Messi.

Nos confrères précisent que le FC Barcelone pourrait attendre la fin de la Copa America pour officialiser la signature du Kun, auteur cette saison de 6 buts en 19 matches toutes compétitions confondues et qui reste sur un doublé contre Everton (5-0, 38e journée de Premier League).

Pour rappel, un contrat de deux années attendrait Sergio Agüero, assorti d'une baisse de salaire d'environ 50 % par rapport aux émoluments perçus avec le champion d'Angleterre 2020. Le deal inclurait des bonus lui permettant de toucher un salaire plus conséquent.

## EN VISITE À LA 3<sup>ème</sup> RÉGION MILITAIRE

### Chanegriha : «L'ANP poursuivra l'exécution de ses "nobles missions constitutionnelles"»

L'Armée nationale populaire s'attèle à poursuivre l'exécution de ses "nobles missions constitutionnelles" à l'aune de la conjoncture que traverse la région, a affirmé le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'ANP, mettant l'accent sur "la sécurité de l'Algérie, la préservation de sa stabilité et la sauvegarde de son indépendance et de sa souveraineté nationale", indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Dans la poursuite de ses visites d'inspection aux différentes Régions militaires (RM), le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'ANP, a entamé ce mardi 25 mai 2021, une visite de travail et d'inspection en 3<sup>e</sup> RM en se rendant au Secteur opérationnel Sud de Tindouf où, après la cérémonie d'accueil, il a tenu, en compagnie du Général-Major Mostefa Smaali, Commandant de la 3<sup>e</sup> RM, une rencontre avec les Commandants et cadres des unités déployées dans ce Secteur opérationnel névralgique, et dispensé une série d'instructions qui portent, dans leur ensemble, sur "la nécessité de renforcer les facteurs de la disponibilité opérationnelle et de se tenir prêt à faire face aux différentes formes de menaces, quelles que soient leur nature ou leur origine, outre de faire preuve des plus hauts degrés de vigilance et de précaution", précise la même source.

Le même jour, le Général de Corps d'Armée s'est déplacé au Secteur opérationnel centre où il a inauguré, à l'entame, une salle polyvalente avant de tenir une rencontre avec les cadres et personnels et adresser une allocution, suivie, par visioconférence, par les personnels de tous les Secteurs et des unités de la Région. Dans ce cadre, il a mis en exergue "le souci du Haut commandement de l'ANP de poursuivre le parcours du renforcement des capacités des différentes composantes de l'Armée



nationale populaire, afin de s'adapter aux défis de la phase actuelle, ce qui contribuera à l'instauration de la sécurité et de la stabilité".

"Nul n'ignore l'intérêt extrême que nous accordons en permanence à la poursuite du parcours de renforcement des capacités des différentes composantes de l'ANP afin de s'adapter aux défis de la phase actuelle, ce qui contribuera à l'instauration de la sécurité et de la stabilité, considérées comme des exigences pour l'aboutissement du processus d'édification de l'Algérie nouvelle promise par Monsieur le président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale", a affirmé le Général de Corps d'Armée. "En outre, nous avons œuvré, sans cesse, à ancrer dans les esprits des militaires, l'éthique militaire, les valeurs de socialisation du travail, d'intégrité, de dévouement et d'allégeance absolue envers la patrie, en sus de la consolidation des liens de communication entre eux et leurs conci-

toyens, ce qui a permis de renforcer la confiance du peuple algérien en leurs Forces armées", a-t-il relevé, ajoutant: "nous demeurons convaincus que cette confiance est le garant de la cohésion et de la solidarité de l'Armée avec sa profondeur populaire". "Mue par cette profondeur populaire, qui constitue une condition fondamentale pour relever les défis actuels, qui s'imposent dans tous les domaines, l'ANP s'attèle à poursuivre l'exécution de ses nobles missions constitutionnelles, son souci majeur, à l'aune de la conjoncture que traverse notre région, étant la sécurité de l'Algérie, terre et peuple, la préservation de sa stabilité et la sauvegarde de son indépendance et de sa souveraineté nationale", a-t-il encore affirmé.

Le Général de Corps d'Armée a souligné également "la nécessité de conférer davantage de complémentarité entre les missions de l'ANP, dont celles inhérentes à la poursuite des efforts de la lutte contre le terrorisme, et l'accélération de la dyna-

mique de développement des différentes composantes de son corps de bataille".

Et d'ajouter: "telle est l'ultime finalité de l'ANP qui veille sans relâche, à conférer davantage de complémentarité entre l'accomplissement de ses missions constitutionnelles, dont celles inhérentes à la poursuite des efforts laborieux visant à venir à bout du terrorisme résiduel et d'en extirper les racines de notre terre bénie, et l'accélération de la dynamique de développement des différentes composantes de son corps de bataille, au service des intérêts suprêmes de l'Algérie, et de sa sécurité et stabilité, dans le présent et le futur". Pour le Général de Corps d'Armée, "sauvegarder la souveraineté de l'Algérie et l'intégrité de son territoire national impose, en effet, à l'ANP de continuer à construire sa force dissuasive, de manière à pouvoir faire face à toute forme d'hostilité et de trahison", soulignant que "cette force dissuasive que nous œuvrons à développer ensemble, par la poursuite de ce constant et ambitieux processus, dont la devise demeure la disponibilité opérationnelle permanente, l'objectif étant de faire face à toute éventualité et de servir les objectifs tracés, qui sont indissociables des grands objectifs stratégiques adoptés". A l'issue de la rencontre, le Général de Corps d'Armée a suivi les interventions des cadres et personnels de la 3<sup>ème</sup> RM et s'est enquis de leurs préoccupations.

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

### 9 narcotrafiquants arrêtés et près de 25 quintaux de kif traité saisis (MDN)

Neuf (09) narcotrafiquants ont été arrêtés et près de 25 quintaux de kif traité et 14200 comprimés psychotropes ont été saisis par les détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) et les services de la Gendarmerie nationale et des Gardes frontières de la 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Régions militaires (RM), durant la période du 19 au 25 mai, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à venir à bout du fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie Nationale et des Gardes-frontières ont arrêté au niveau des territoires des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Régions Militaires, (09) narcotrafiquants et saisi (24) quintaux et (98) kilogrammes de kif traité et

(14200) comprimés psychotropes que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc", affirme le communiqué du MDN. La même source ajoute que, durant la "même période, 17 autres narcotrafiquants ont été interceptés et 29 kilogrammes de kif traité et 5 580 comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres Régions Militaires".

Par ailleurs, "des détachements de l'ANP ont arrêté à Tamanrasset, In Guezam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf, (331) individus et saisi (11) véhicules, (220) groupes électrogènes, (100) marteaux piqueurs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que (491) sacs de mélange d'or brut et de pierres", souligne la même com-

munique, ajoutant que " (07) autres individus ont été arrêtés et (05) fusils de chasse, (02) pistolets automatiques et (29412) unités de différentes boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Tébessa, Sétif, Biskra, El Oued, Relizane et Bouira". "Dans un autre contexte, les Gardes-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à (16498) litres à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras, Tindouf et Bordj Badji Mokhtar, alors que (180) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Djinet, Tlemcen, Ouargla, Biskra et Béchar", ajoute le communiqué du MDN, rappelant les "nobles missions" des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP), dans la défense et sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces.

## CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE DE L'AFRIQUE Boukadoum : "la non-élimination des vestiges du colonialisme en Afrique empêche de faire taire les armes"

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a affirmé mardi que la "la non élimination des vestiges du colonialisme en Afrique, ajoutée à l'existence de plusieurs conflits, nous empêchent toujours d'atteindre notre objectif, qui est celui de faire taire les armes dans notre continent", appelant à contrecarrer les manœuvres visant à affaiblir et occulter le rôle de l'UA dans la résolution des conflits.

Dans un message adressé à l'occasion de la "Journée de l'Afrique", M. Boukadoum a indiqué que "l'Algérie continuera à accompagner les frères Maliens pour surmonter la situation critique actuelle et revenir à la légitimité constitutionnelle, en appliquant toutes les clauses de l'Accord de paix et de Réconciliation issu du processus d'Alger".

Il a également réitéré le soutien de l'Algérie aux autorités libyennes pour insuffler un nouvel élan au processus politique et faire aboutir les importantes échéances programmées pour la fin de l'année en cours, ajoutant que l'Algérie "ne ménagera aucun effort en vue d'appuyer une solution équitable et durable au conflit du Sahara occidental, qui garantisse au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination et close le dernier dossier de décolonisation en Afrique".

"Cette halte annuelle (Journée de l'Afrique) nous interpelle à l'effet de réaffirmer notre engagement aux valeurs et principes de notre organisation régionale mais aussi à évaluer les pas franchis dans le cadre de l'édification de l'UA", a-t-il soutenu, rappelant les efforts déployés par le continent africain pour endiguer la pandémie de Covid-19, ayant impacté toutes les aspects de la vie, et ce "à travers la garantie des vaccins anti-covid à des quantités permettant d'accélérer la campagne de vaccination dans l'objectif de faire vacciner un plus grand nombre d'Africains".

Cette pandémie "a dévoilé l'importance de soutenir la sécurité sanitaire et mettre fin à la dépendance à l'étranger en la matière", d'où la nécessité de poursuivre "les efforts visant le parachèvement de la réforme institutionnelle de notre Organisation en vue de soutenir ses capacités et relancer l'action panafricaine", a-t-il ajouté.

"Nous sommes appelés à faire face aux nombreux défis qui menacent la sécurité et la stabilité de notre continent, entravant son parcours d'intégration et l'empêchent de se consacrer pleinement à la réalisation de ses plans de développement prévus dans l'agenda 2063", a souligné M. Boukadoum, précisant que "la non élimination des vestiges du colonialisme en Afrique, ajoutée à l'existence de plusieurs conflits, nous empêchent toujours d'atteindre notre objectif, qui est celui de faire taire les armes dans notre continent".

### Des solutions africaines aux problèmes africains

"L'accroissement des dangers et des nouvelles menaces sur la paix et la sécurité, à l'instar du terrorisme, du crime organisé, du rôle déstabilisateur des ingérences étrangères, ou encore les retombées dangereuses des changements climatiques, les maladies et épidémies, sont autant de facteurs qui obstruent notre action panafricaine", a-t-il martelé. Face à cette situation, poursuit-il, "il faudra conjuguer les efforts des Etats membres et s'engager au respect du principe de +solutions africaines aux problèmes africains+, mais également contrecarrer les manœuvres visant à affaiblir et occulter le rôle de l'UA dans la résolution des conflits".

De même qu'il faudra "aller de l'avant dans les projets structurants de l'intégration africaine, comme la ZLECAF qui favorise l'ouverture de perspectives ambitieuses en faveur de la complémentarité économique, et offrira de nouvelles opportunités pour créer des richesses et relancer les économies des pays membres", a poursuivi M. Boukadoum.

Il a réaffirmé, dans ce sens, "la détermination de l'Algérie à poursuivre l'appui efficace à l'Union africaine (UA), consolider ses capacités en vue de s'acquitter de ses missions entières, ainsi que son engagement à poursuivre des efforts visant à instaurer la paix et la sécurité dans toute l'Afrique, y compris son environnement immédiat".

L'Algérie tend, affirme-t-il, à "transformer l'intégration africaine en une réalité concrète, en témoigne sa ratification, le 5 avril écoulé, de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) et le 24 du même mois, du traité portant création de l'Agence africaine du médicament (AMA), ce qui devra contribuer au développement de la production locale des médicaments et vaccins et réduire le recours des Etats du continent aux importations". "L'Algérie œuvrera également à parachever les projets structurants à dimension continentale, tels que la route transsaharienne, le raccordement en fibres optiques et le gazoduc entre l'Algérie et le Nigéria et à appuyer les programmes tracés dans le cadre de l'Agence de développement de l'Union africaine (Auda-Nepad).

Etant donné que l'UA a choisi, cette année, le thème : "Arts, Culture et Patrimoine: des leviers pour construire l'Afrique que nous voulons", le ministre des Affaires étrangères a évoqué la contribution de l'Algérie à la consolidation des efforts visant à ériger un continent capable de préserver son identité, des biens historiques et son patrimoine culturel, notamment en abritant le siège du Grand musée d'Afrique qui est l'un des grands projets de l'agenda 2063 de l'UA.

A la fin de son message, M. Boukadoum a fait part de "la ferme conviction de l'Algérie, que la fidélité aux idéaux des pères fondateurs de notre organisation continentale et le respect total des principes énoncés dans l'Acte constitutif de l'UA, sont la seule voie qui nous permettra d'édifier l'Afrique que nous voulons, un continent sûr, intégré et prospère".